

**« LE MOYEN-ORIENT
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE
DES PUISSANCES »**

Sommaire

| | |
|---|----|
| Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica | 7 |
| Introduction par M. Loïc Hennekinne, ambassadeur de France, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica..... | 8 |
| « <i>L'impuissance des puissances. Israël-Palestine : un conflit septuagénaire</i> » par M. Bertrand Badie, professeur de Relations internationales à Sciences Po..... | 11 |
| « <i>L'importance du facteur énergétique et ses répercussions politiques depuis 1945 et à l'époque de la Guerre Froide</i> » par M. Francis Perrin, président de "Stratégies et Politiques énergétiques" et directeur de la rédaction de la revue "Pétrole et gaz arabes" | 18 |
| « <i>L'Iran et la valse hésitation des puissances</i> » par M. François Nicoullaud, ancien ambassadeur en Iran..... | 24 |
| « <i>Le jeu avec le feu du facteur religieux : sunnisme contre chiisme</i> » par M. Flavien Bourrat, spécialiste du monde arabe, ancien chef du bureau Maghreb Proche Moyen Orient à la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère de la Défense..... | 32 |
| Conclusion de M. Jean-Pierre Chevènement..... | 37 |

| | |
|------------|----|
| Débat..... | 45 |
|------------|----|

Mesdames, Messieurs, chers amis, ce colloque consacré au Moyen-Orient dans la politique étrangère des puissances n'est pas le premier que nous organisons sur ce sujet. En 2006, ici même, nous traitions déjà de la sécurité du Moyen-Orient et du jeu des puissances¹ dans un colloque auquel Monsieur l'ambassadeur Nicoullaud nous avait fait l'honneur de participer.

C'est à Loïc Hennekinne, ambassadeur de France et membre du conseil scientifique de la Fondation Res Publica, que revient le mérite d'avoir pensé et organisé ce colloque.

Je remercie tous les intervenants éminents qui ont accepté de répondre à l'invitation de la Fondation Res Publica. M. Bertrand Badie, professeur à Sciences Po, est un spécialiste reconnu de longue date des relations internationales ; j'ai plaisir à le retrouver. M. Francis Perrin est président de « Stratégies et Politiques Énergétiques » (SPE), et directeur de la publication et de la rédaction de « Pétrole et Gaz Arabes » (PGA) et de sa version en anglais « *Arab Oil & Gas* » (AOG), prenant ainsi la suite de notre ami Nicolas Sarkis². Parmi les nombreux postes qu'il a occupés, M. François Nicoullaud fut directeur du cabinet civil et militaire de Pierre Joxe, Ministre de la Défense (1991-1993) et, de 2001 à 2005, ambassadeur en Iran où j'ai eu le plaisir de le rencontrer ; je le considère certainement comme un des meilleurs spécialistes de la question. Enfin, M. Flavien Bourrat n'est pas un inconnu puisque nous avons eu l'occasion d'apprécier ses interventions l'an dernier à l'occasion d'un autre colloque intitulé « Guerres de religion dans le monde musulman ? »³, le point d'interrogation de l'intitulé exprimant un certain doute sur le caractère véritablement religieux de ces guerres qui sont peut-être d'abord et avant tout

1 *La sécurité du Moyen Orient et le jeu des puissances* Colloque organisé par la Fondation Res Publica le lundi 20 novembre 2006.

2 De 1965 à 2011, Nicolas Sarkis a dirigé, à Beyrouth puis à Paris, l'*Arab Petroleum Research Center*, (APRC), qui éditait six revues dont le bimensuel « Le Pétrole et le Gaz Arabes » (« *Arab Oil and Gas Magazine* ». À partir de 2012, la responsabilité et la gestion de ces publications ont été cédées à la société *Stratégies et Politiques Énergétiques*.

3 *Guerres de religion dans le monde musulman?* Colloque organisé par la Fondation Res Publica le 31 mars 2014.

des affrontements politiques. C'est un sujet sur lequel nous pourrions certainement revenir.

À un moment où l'histoire du Moyen-Orient semble pouvoir basculer dans un sens ou dans un autre, je pense que la seule manière de s'orienter est la longue durée. Connaître la longue durée permet de mieux comprendre ce qui se passe et ce qui pourrait se passer mais l'issue, qui dépend de beaucoup de facteurs, reste imprévisible. Si la longue durée suffisait à expliquer l'histoire, nous serions dans la répétition. Or l'histoire est changement⁴, écrivait Marc Bloch. Disons qu'il faut essayer de fixer le moment présent. Les négociations avec Téhéran ont été prolongées de quelques jours⁵. Qu'est-ce que cela veut dire ? Bien évidemment, on ne peut comprendre ces enjeux qu'à la lumière du temps long et particulièrement des dix dernières années, celles qui ont suivi l'invasion américaine de l'Irak. Je pense qu'il y a des clefs de lecture.

On peut parler du Moyen-Orient avec des idées simples mais cela demande beaucoup de travail. Je passe donc la parole au grand travailleur qu'est Loïc Hennekinne.

| |
|-----------------|
| LOÏC HENNEKINNE |
|-----------------|

Introduction

Si la Fondation Res Publica revient périodiquement sur le problème du Moyen-Orient c'est que cette zone géographique est la plus belligène du monde au regard de ce qui s'est passé depuis la Deuxième guerre mondiale.

En disant cela je n'oublie pas les trente ans de guerre que le Vietnam a connues, pour obtenir son indépendance de la France, puis, contre les Américains, pour réunifier le pays ; je n'oublie pas les guerres entre la Chine et

4 « *L'histoire est la science du changement* » M. Bloch, dans « *Les caractères originaux de l'histoire rurale française* », rééd. 2006, p. 59

5 Les négociations nucléaires organisées à Vienne pour tenter de parvenir à un accord global sur le programme nucléaire de Téhéran ont été prolongées au-delà de la date-butoir du 30 juin 2015 en raison de divergences importantes entre l'Iran et le groupe 5+1 (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne).

l'Inde ni ce qui s'est passé en Afrique dans les dernières décennies, dans la Corne de l'Afrique, en Éthiopie et en Érythrée, au Soudan etc.

Mais, rétrospectivement, les blocages actuels sont le produit des conflits ouverts ou larvés qui n'ont cessé tout au long des soixante-dix dernières années :

Trois guerres ont opposé Israël et les pays arabes. La première, dès 1948, juste après la reconnaissance par l'ONU de l'État d'Israël et de l'État de Palestine. Dix-neuf ans plus tard, en 1967, éclata la guerre des Six jours puis, en 1973 la Guerre de Kippour. Chacun de ces conflits fut marqué par des progressions de l'armée israélienne et des territoires perdus par les Palestiniens. Pendant cette période, Israël a envahi à deux reprises le Liban, la première fois en 1982, entraînant les massacres de Sabra et Chatila, qui furent le fait des milices chrétiennes mais avec l'aval de l'armée Tsahal. Plus près de nous, en juillet 2006, une autre invasion a été stoppée tout de suite par le Hezbollah, mettant pour la première fois l'armée israélienne en difficulté.

Rappelons la guerre interminable entre l'Irak et l'Iran (1980-1988) qui causa des pertes énormes des deux côtés. S'ils n'intervinrent pas directement, les pays occidentaux prirent clairement parti en faveur de l'Irak à qui des armes furent livrées. C'est à cette époque (1988) qu'un bâtiment de guerre américain avait abattu « par méprise » un avion de ligne qui traversait le Golfe persique, faisant 290 victimes civiles, dont 66 enfants.

Cette zone connut aussi des guerres civiles, dont certaines ont été interminables : le Liban entre 1975 et 1990 ; le Yémen, la première, pendant les années 60, opposant les républicains, appuyés par l'Égypte, aux monarchistes, soutenus par l'Arabie saoudite, puis, depuis quelques mois, une nouvelle guerre civile, avec intervention extérieure aérienne de l'Arabie saoudite. D'autres guerres civiles, plus brèves ou encore en cours, ont été très douloureuses, en Jordanie en 1972, et en Syrie depuis 2012.

Cette période vit les interventions de pays occidentaux :

La première, déjà lointaine, fut l'intervention en Égypte de la France et du Royaume-Uni, auxquels s'était joint Israël, après la nationalisation du canal de Suez en octobre 1956.

Une coalition occidentale, dont nous avons été partie, au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990, avait donné lieu à une résolution du Conseil de sécurité en septembre. Cette intervention laisse un goût amer à beaucoup d'entre nous. Conseiller diplomatique du Président de la République à cette époque, je regrette que nous n'ayons pas suffisamment tiré parti du discours prononcé par François Mitterrand aux Nations Unies, le 24 septembre 1990⁶, qui aurait dû permettre d'entamer des discussions avec Saddam Hussein.

Une deuxième coalition se constitua en 2003, au moment où Américains et Britanniques prétendirent que l'Irak détenait des armes de destruction massive qui, selon Tony Blair, pouvaient atteindre en vingt minutes le centre de Londres. La France, l'Allemagne et le Canada n'avaient pas participé à cette intervention qui a laissé des traces. Elle était injustifiée. En effet, on n'a jamais trouvé d'armes de destruction massive parce que M. Blix, (Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de 1981 à 1997), puis M. El-Baradai (qui occupa cette fonction de 1997 à 2009) avaient fait leur travail et, pendant toute la période (1992-2002), s'étaient assurés que ces armes de destruction massive avaient disparu. Cette intervention inutile déboucha sur l'effondrement de l'Irak, la capture et la pendaison de Saddam Hussein.

Plus récemment, en mars 2011, la France et le Royaume-Uni, encouragés par les États-Unis et les membres de l'OTAN, sont intervenus en Libye. Cette intervention, destinée initialement à créer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de Benghazi, où il y avait beaucoup de manifestations anti-Kadhafi, s'est transformée quelques six mois plus tard en une expédition pour éliminer Kadhafi.

Ces épisodes, au cours des soixante-dix dernières années, expliquent que cette partie du monde n'arrive pas à sortir de ses problèmes, la question centrale étant évidemment la possibilité pour les Palestiniens d'avoir un État viable.

C'est en fonction de ce rappel historique que nous avons imaginé quatre interventions.

6 Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, notamment sur le rôle de l'ONU pour le respect du droit international, la position française dans le conflit du Golfe et la proposition de règlement global des conflits du Proche et du Moyen-Orient, aux Nations unies à New York le 24 septembre 1990.

Nous commencerons par celle de Bertrand Badie. Jean-Pierre Chevènement a rappelé les activités et talents du professeur Badie, auteur de nombreux livres, notamment « La diplomatie de connivence »⁷ que je conseille toujours à mes étudiants. Bertrand Badie va nous parler justement de l'attitude des puissances face au conflit israélo-palestinien.

Monsieur le professeur, vous avez la parole.

| |
|----------------|
| BERTRAND BADIE |
|----------------|

*L'impuissance des puissances. Israël – Palestine :
un conflit septuagénaire*

Je vous remercie, Monsieur l'ambassadeur.

Je vous remercie, Monsieur le président de m'avoir convié à cette réunion. Je suis très fier d'en être.

Un seul bémol : j'ai tiré un sujet très difficile ! Vous rappeliez que le conflit israélo-palestinien dure depuis deux tiers de siècle... il me revient donc d'essayer en quinze minutes de mesurer le jeu des puissances sur soixante-six ans d'histoire !

Comme toujours, lorsqu'on est confronté à des dossiers complexes, il est de bonne méthode de rechercher les paradoxes. Il se trouve que ce conflit israélo-palestinien est dominé par toute une série de paradoxes dont la seule énonciation nous permet d'entrevoir la complexité du sujet qui nous retient ce soir.

Durant très longtemps, chacun connaissait la solution de ce conflit et jamais celle-ci n'a été mise en application. La solution, a-t-on répété pendant des décennies, consiste en la création de deux États juxtaposés. Énonçant aujourd'hui cette solution, nous savons qu'elle n'est probablement plus viable tant l'idée de construire un État palestinien dans ce qui est devenu « l'archipel palestinien », comme l'appellent certains cartographes, est de l'ordre de la gageure.

Autre paradoxe : la constance avec laquelle les diplomates du monde (et la nôtre est loin de fermer le ban sur ce plan), relancent périodiquement des

⁷ *La diplomatie de connivence*, Bertrand Badie, éd. La Découverte, 2011.

négociations dont elles savent pertinemment qu'elles sont destinées à échouer ou du moins à s'enliser. Ce rituel de l'échec est devenu comme fonctionnel pour certains.

Plus que ces paradoxes, dont l'énonciation peut être dictée par un pessimisme excessif, la contradiction majeure, qui permet d'éclairer le sujet, tient au fait que ce conflit est l'otage d'un système international qui produit des valeurs en opposition totale avec ce qu'expriment les impasses de la question palestinienne.

Pourquoi ce décalage, cette contradiction, entre les valeurs de notre système international et la permanence de ce conflit ?

Depuis le président Wilson, et même depuis bien plus longtemps, notre système international est tout entier posé sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Or s'il est un peuple qui, dans la grande œuvre de décolonisation qui s'est amorcée après la Seconde guerre mondiale, ne dispose pas de ce droit, c'est manifestement le peuple palestinien.

Notre système international, dans son droit, se réfère à des résolutions du Conseil de sécurité, notamment les très fameuses 242 (22 novembre 1967) et 338 (22 octobre 1973), presque fétichisées, qui appartiennent à la vulgate que tout étudiant de première année de Relations internationales apprend. Ces résolutions sont toujours restées lettre morte. Quand certaines résolutions, beaucoup plus récentes et beaucoup plus ambiguës dans leur texture, ne sont pas appliquées, une fièvre s'empare, sinon du P5, toujours du P3 pour considérer que ce non-respect des résolutions du Conseil de sécurité vaut sanctions, intervention, voire « *regime change* ». Qui a parlé de tout cela à propos d'Israël ?

Ce conflit israélo-palestinien repose, en tout cas dans sa dernière et très longue séquence, sur une pratique de la colonisation dénoncée par toute la « communauté internationale », y compris les États-Unis, pourtant protecteurs d'Israël. Et cependant elle continue. Le président de la plus grande puissance au monde avait énoncé qu'on pourrait, sinon mettre fin à la colonisation, au moins en proclamer le gel. Cette petite concession elle-même n'a jamais été acceptée.

Comment ne pas rappeler que les principaux éléments de notre droit de la guerre, droit ultime dans l'espace international, ne sont pas respectés. Il est intéressant de noter que, face à ce non-respect du droit de la guerre, l'autorité palestinienne a entamé la procédure de saisine de la Cour pénale internationale (CPI). Mais qui dans cette salle parierait sur l'aboutissement de cette

procédure ? Évidemment, si M. Béchir était président d'Israël, les choses en iraient autrement !

On voit que la dynamique de ce conflit est en contradiction absolue avec les valeurs de notre système international contemporain. C'est pourtant là que pourrait se trouver le nœud de l'explication de cet étrange jeu de puissances dont on dit beaucoup trop rapidement qu'il est la clé de solution du conflit. Dans l'histoire contemporaine, aucun conflit n'a été autant dépendant du système international : La solution est à Washington... La solution est chez les puissances... entend-on régulièrement. Du temps de la bipolarité on nous expliquait que la solution était dans le dialogue direct entre l'URSS et les États-Unis... Et bien pourtant, tout solidaire qu'il soit du jeu international, il est comme tétanisé dans l'éternité.

Je voudrais insister sur les figures multiples de cette « prise en otage » du conflit israélo-palestinien par le système international. Il s'agit d'une « valse à trois temps », et ces temps sont cumulatifs. Là se trouve probablement toute la complexité de cet interminable conflit.

Le premier temps a été celui d'un lent processus de captation du conflit israélo-palestinien par le système international dans son entier.

Jusqu'en 1967 les jeux n'étaient pas faits. Du temps de Staline, l'URSS était plus que favorable à la création de l'État d'Israël. Et la Tchécoslovaquie était le principal pourvoyeur d'armes d'Israël jusqu'à la fin des années 50. Certes on voyait la puissance américaine s'ériger peu à peu en protecteur d'Israël, mais de manière très complexe. Si Franklin Roosevelt n'était pas très favorable à l'idée d'un État d'Israël, son successeur, Harry Truman, fit pression sur un certain nombre d'États pour qu'ils votent ce partage (les Philippines et le Libéria auraient été « punis » s'ils n'avaient pas voté en faveur du partage), ce qui prouve qu'un militantisme fort existait déjà aux États-Unis pour soutenir la cause de la création d'un État israélien au prix de la dépossession des populations palestiniennes. M. Hennekinne rappelait l'épisode de Suez où le président Eisenhower avait très violemment pris à partie, non seulement les Français et les Britanniques mais aussi les Israéliens, leur demandant de revenir sur leurs positions.

Cette « prise d'otage », cette dépendance du conflit israélo-palestinien à l'égard du système international, n'est vraiment intervenue que lorsque la gravité du conflit a privé les acteurs locaux de leur autonomie. Les dangers que

la Guerre des Six jours (du 5 au 10 juin 1967) fit courir, non seulement aux voisins immédiats mais à l'ensemble de la planète, entraînèrent une internationalisation banale du conflit. Dès lors que le conflit était internationalisé, les alignements étaient parfaits : l'URSS soutenant le camp arabe et les États-Unis soutenant Israël. Non seulement le jeu de puissances était limpide mais les solutions apparaissaient au travers du dialogue entre les États-Unis et l'URSS. Il faut rappeler que lorsque cette Guerre des Six jours est intervenue, en juin 1967, on était très exactement à l'avant-veille du processus de détente. La rencontre Kossyguine-Johnson de Glasboro⁸, qui marqua le point de départ du dialogue américano-soviétique, eut lieu en juin 1967. Paradoxalement, ce moment était peut-être le plus favorable à la définition d'une solution. C'est d'ailleurs pourquoi la résolution 242 a pu obtenir l'unanimité du P5 (des cinq membres permanents du Conseil de sécurité).

Cette gestion bipolaire du conflit israélo-palestinien s'est parfaitement retrouvée dans la guerre du Kippour de 1973. Dernier grand frisson de la bipolarité, le président Nixon avait déclenché l'alerte atomique pour dissuader Léonid Brejnev d'intervenir sur le canal de Suez au moment où celui-ci était franchi par Ariel Sharon. Tout le processus de gestion du post-conflit par Kissinger, la fameuse politique du « *step by step* », se déroula dans le contexte d'une période de détente qui ne devait pas durer longtemps : une seconde Guerre froide allait se déclencher avec le conflit afghan, et plus personne ne parlerait de ce jeu de tutelle dont la résolution 338 (22 octobre 1973) fut véritablement l'ultime étape.

Il est intéressant de voir la manière dont a été pris le tournant de la sortie de la bipolarité. Hafez el-Assad, sortant de chez Gorbatchev en 1988 aurait dit : « Il va falloir que l'on se trouve un autre protecteur », m'avait-on rapporté. Gorbatchev qui, le 2 décembre 1989⁹, expliqua à George Bush père que « l'URSS

⁸ Le président Johnson rencontra le chef du gouvernement soviétique Alexis Kossyguine à Glassboro, ville du New Jersey en juin 1967. Un traité sur la démilitarisation de l'espace y fut signé.

⁹ Le président américain George H. W. Bush et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev se rencontrèrent les 2 et 3 décembre 1989 à Malte (à bord du navire de croisière soviétique SS Maxim Gorki et du navire de guerre américain USS Belknap). Le sommet de Malte marqua la fin officielle de la guerre froide et des tensions dans les relations Est-Ouest.

n'avait plus d'intérêt à se confronter à l'Occident ». Cette affirmation, autrement plus importante que la chute du mur de Berlin du 9 novembre 1989, signifiait que le conflit israélo-palestinien allait désormais échapper à la cotutelle américano-soviétique.

Mais, plus déterminant encore, les rêves de M. G.H.Bush ne se sont pas réalisés. L'idée était pourtant simple : $2 - 1 = 1$, l'unipolarité américaine pouvait donc être le socle, la base de la résolution de ce conflit. George H. Bush, le président américain le plus critique à l'égard du pouvoir israélien, se voyait déjà capable, conférence de Madrid¹⁰ « en tête », de dicter la paix au Moyen-Orient : en l'absence de marchandage américano-soviétique, le président des États-Unis devenait le « Salomon » de ce jeu d'arbitrage. C'était oublier que si $2 - 1 = 1$ en mathématiques, $2 - 1 = 0$... dans les relations internationales (science bizarre où les règles mathématiques élémentaires ne fonctionnent pas !). En effet, à quoi bon avoir un protecteur quand il n'y a plus de danger en face ? Après la disparition de l'URSS, Israël se pensait totalement invincible. Pourquoi donc obéir à un George H. Bush dont les intérêts pétroliers le rendaient suspect de vouloir pactiser avec les puissances arabes ?

Personne n'a compris, pas même un célèbre ministre des Affaires étrangères qui parlait d'« hyperpuissance », que la disparition de l'une des deux superpuissances conduirait l'autre à l'impuissance. L'impuissance de la puissance naît lorsque le « grand frère » n'a plus de raison de vous protéger contre quiconque. La lente agonie de l'autorité des États-Unis sur Israël va commencer à ce moment-là, avec la petite parenthèse que constitue la période néo-conservatrice où Israël retrouve de bonnes raisons de s'entendre avec un Bush fils qui ne ressemble pas à son père.

Non seulement le « grand frère » a perdu – définitivement selon moi – sa capacité de pression sur le « petit frère », ce qui rend la chose très inquiétante pour l'avenir de cette région, mais cet événement a provoqué un double phénomène de cliquet qu'il faut prendre en compte.

D'abord, la conversion du P5 en P3, la Russie et la Chine, ces deux marginaux, ces deux déviants du P5 adoptant dès ce moment une attitude complexe faite de mélange de silence, de protection de *statu quo* et de rhétorique tribunitienne :

10 La Conférence de Madrid (du 30 octobre au 1er novembre 1991) fut la première tentative de la communauté internationale pour engager un processus de paix au Proche-Orient, par le biais de négociations impliquant Israël et les pays arabes dont la Syrie, le Liban, la Jordanie et les Palestiniens.

en fait, ils se tiennent à l'écart de la nouvelle gouvernance. La Russie devient essentiellement une puissance protestataire. Faute d'avoir le pouvoir sur les autres, elle cherche à gérer la nuisance produite par les autres. Il importe donc que ce conflit ne s'éteigne pas ! Ce jeu de la Russie est imité par la Chine d'une manière différente : pour les Chinois, moins on intervient dans les affaires des autres mieux on se porte : le *statu quo* est pour des raisons différentes toujours dans la ligne de mire. Les internationalistes n'ont pas mesuré à quel point le *statu quo* pouvait être un jeu avantageux, du moins à court terme (mais y a-t-il des rationalités politiques qui ne soient pas à court terme ?). Gérer le plus longtemps possible les fruits de la discorde permet de maximiser les avantages que l'on peut en attendre.

Quant à l'Europe, second effet de cliquet, il lui arrive à peu près la même aventure : dans le contexte de la post-bipolarité, l'Union européenne va s'élargir et "enfler" au point que sa diplomatie en "crèvera", à l'instar de la fable. Effectivement, à partir de 2004, l'élargissement accompli, il n'y a plus de diplomatie européenne faute de dénominateur commun entre les nouveaux membres et les anciens membres de l'Union Européenne. Nous nous mettons aux abonnés absents au moment où une place est à prendre sur l'échiquier diplomatique. À l'appel d'air que suscite la post-bipolarité au Moyen-Orient, le Vieux Continent se rejette lui-même dans l'abstention !

La troisième étape, que je situerai entre aujourd'hui et demain, consiste en un phénomène de prise de relais de la puissance : les grandes puissances, tétanisées, laissent le jeu moyen-oriental aux puissances régionales. L'arrivée de ces puissances régionales va perturber aussi les schémas de pensée. Cette mutation s'explique par référence à un nouveau contexte. D'abord, pour la première fois dans l'histoire de cette région complexe, le conflit israélo-palestinien, englouti par la multiplicité des conflits qui s'y déroulent désormais (Irak, Syrie etc.), n'est plus l'événement dominant au Moyen-Orient. Et surtout, à cette complexité de la scène conflictuelle, s'ajoute une triple crise dans le monde arabe. D'abord une crise idéologique profonde due à l'extinction du nationalisme arabe qui avait été structurant et avait donné toute sa saillance aux politiques menées à l'égard d'Israël. Plus grave, nous sommes témoins de la disparition de nombreux régimes politiques dans le monde arabe accompagnée d'une chute très forte des légitimités politiques. S'ensuit une décomposition des sociétés, englouties par ce défaut de légitimité et la poussée de la mondialisation.

De tout cela résulte sur le plan « géopolitique » une formidable crise du *leadership* régional qui traditionnellement, depuis la post-Seconde guerre mondiale jusqu'à la fin de la bipolarité, appartenait aux trois « califats » classiques : Damas, Bagdad et Le Caire. Damas est à terre, Bagdad ne se relève pas et Le Caire est d'une extrême fragilité.

Face à ce formidable vide dans le jeu politique arabe trois blocs se présentent : un bloc conservateur, autour des monarchies traditionnelles de la péninsule, un bloc anti-islamiste, qui se retrouve dans le post-nationalisme arabe entretenu par ce qui reste de pouvoir à Damas et à Bagdad, et un bloc islamiste qui ne s'incarne dans aucun régime politique ni dans aucun État constitué, mais dans des réseaux ou des entreprises de violence.

Cette étrange formule vient casser le jeu des puissances en contraignant la diplomatie occidentale à se confronter à la mort de Carl Schmitt : pour la première fois au Moyen-Orient les amis de vos amis ne sont pas forcément vos amis, les ennemis de vos ennemis ne sont pas forcément vos amis, les ennemis de vos amis ne sont pas forcément vos ennemis et les amis de vos ennemis ne sont pas vos ennemis non plus ! On peut le vérifier à Ryad, à Téhéran, à Ankara... Cette mort de Schmitt a privé la diplomatie occidentale de sa boussole et d'une efficace réactivité.

A partir de là s'engage une lutte effrénée entre l'Arabie saoudite, qui a toujours rêvé d'exercer le *leadership* du monde arabe, et deux puissances, l'Iran et la Turquie, qui deviennent des acteurs essentiels du monde arabe alors qu'elles ne sont pas arabes. Un jeu triangulaire de pouvoirs (Turquie, Iran, Arabie saoudite) se construit qui explique bien des choses et donne des insomnies à la diplomatie occidentale qui n'y comprend rien ou si peu. Le rôle des puissances traditionnelles dans le jeu moyen-oriental s'en trouve un peu plus disqualifié face à la capacité très proactive de ces trois capitales, Ankara, Ryad et Téhéran (pour les prendre dans l'ordre alphabétique).

Lorsque ce triangle dira la vérité des puissances, c'est d'abord en Irak et en Syrie que cela se jouera. Face à cela, le conflit israélo-palestinien risque d'être oublié. Dans le très court terme, Israël a le monopole de la puissance. Seule puissance nucléaire de la région, elle redoute plus que tout qu'un autre larron puisse partager cette capacité nucléaire régionale. C'est sur l'aboutissement des négociations en cours avec l'Iran que va se jouer le quatrième *round* du jeu de puissances. Si le président Barack Obama, qui tire très bien son épingle du jeu, réussit à imposer une nouvelle donne à travers la reconnaissance de l'Iran

comme partenaire plein et entier, on verra alors peut-être se constituer un nouvel équilibre de puissances dont il ressortira peut-être quelque chose de plus facile à réguler.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

M. Badie, dans son exposé passionnant, vient d'illustrer parfaitement le mot de Marc Bloch : l'histoire est changement.

LOÏC HENNEKINNE

Merci à M. Badie pour cet exposé qui soulève des questions sur lesquelles nous reviendrons.

Dans cette région du monde, le facteur énergétique est particulièrement important. Pour traiter la question nous avons fait appel à M. Francis Perrin, créateur et président de Stratégies et Politiques Énergétiques (SPE) et, à ce titre, directeur de rédaction de plusieurs revues spécialisées sur ce sujet.

FRANCIS PERRIN

*L'importance du facteur énergétique et ses répercussions politiques
depuis 1945 et à l'époque de la Guerre Froide*

Merci Monsieur l'ambassadeur,
Merci Monsieur le président,
Merci à la Fondation Res Publica pour avoir organisé ce colloque et m'y avoir invité.

Il y a plus de soixante-dix ans, le 14 février 1945, le roi Ibn Séoud d'Arabie saoudite et le président Franklin D. Roosevelt concluaient ce qu'on a appelé le Pacte du Quincy, à bord du croiseur américain du même nom. On a souvent et excellemment résumé ce pacte en trois mots : « pétrole contre sécurité ». Depuis

cette date, les États-Unis ont protégé le Royaume saoudien et la famille régnante contre des menaces externes ou internes en échange d'une contribution plus qu'importante de l'Arabie saoudite à la sécurité des approvisionnements pétroliers des États-Unis et de leurs alliés. Des événements ultérieurs, notamment la guerre de janvier 1991 pour la libération du Koweït, ont rappelé que cette protection américaine s'étendait également à d'autres pays de la Péninsule arabique, en l'occurrence le Koweït.

Des bouleversements récents sur la scène énergétique mondiale pourraient-ils remettre en question l'esprit du Quincy ?

Par « bouleversements sur la scène énergétique mondiale », je fais essentiellement référence à la montée en puissance des hydrocarbures non-conventionnels en Amérique du nord (pétrole et gaz de schiste aux États-Unis, pétrole extrait des sables bitumineux au Canada).

Pour des raisons évidentes je me centrerai plus particulièrement sur le cas des États-Unis.

En France, un certain nombre de personnes, et non des moindres, s'obstinent à parler de « mirage » quand on évoque les hydrocarbures non conventionnels, notamment aux États-Unis. Mais cette nouvelle donnée, qu'on s'en réjouisse ou non, loin d'être un mirage, est absolument essentielle pour comprendre les évolutions énergétiques récentes, à commencer par la chute spectaculaire des prix du pétrole depuis l'été 2014.

Grâce à ces hydrocarbures non-conventionnels, les États-Unis sont devenus le premier producteur mondial de gaz devant la Russie qui détenait la première place depuis très longtemps. Ils sont devenus le premier producteur de liquides (pétrole brut et autres liquides) devant la Russie et devant l'Arabie saoudite. Ils vont devenir exportateur net de gaz en 2017, c'est-à-dire demain. Enfin, l'examen de la part des importations dans la consommation pétrolière des États-Unis sur les dernières années révèle un élément absolument essentiel : en 2005, 60 % de la consommation pétrolière des États-Unis étaient couverts par les importations, en 2014 c'était 26 %. En 2016 ce sera 21 %, soit le taux de dépendance des États-Unis le plus bas depuis 1969.

N'en déplaise à ceux qui, à Paris, se refusent à regarder cette révolution technico-économique, pour la première fois depuis 1950, les États-Unis ont la perspective d'une quasi-indépendance énergétique dans les années qui viennent.

Cette réalité pose deux questions :

I. Ces bouleversements rendent-ils le Moyen-Orient moins stratégique aux yeux du monde ?

Ma conviction est que le Moyen-Orient reste et restera pendant longtemps une région stratégique sur le plan énergétique pour l'ensemble du monde.

Je retiendrai cinq éléments qui permettent de justifier ce point de vue :

1. L'importance considérable des réserves pétrolières et gazières de cette région-clef.

Lorsqu'on parle de réserves on ne peut pas donner de chiffres précis parce que personne ne les connaît, ni l'Arabie saoudite, ni les États-Unis, ni Exxon Mobil, ni Shell, ni Total. On travaille sur des estimations et parfois sur des ordres de grandeur héroïques. Mais ces ordres de grandeur ont quand même du sens. Selon les statistiques de BP (dont les experts ne sont pas les plus ignorants en matière de pétrole et de gaz), le seul Moyen-Orient concentre aujourd'hui 48 %, soit près de la moitié, des réserves prouvées mondiales de pétrole. Cette région est unique à cet égard. De nombreuses régions sont importantes pour le pétrole (mer Caspienne, Afrique...) mais il n'y a – et il n'y aura – qu'un Moyen-Orient au monde pour des raisons géologiques. On sait moins que le Moyen-Orient est également la première région pour les réserves mondiales de gaz, avec près de 43 % du total mondial. Si la Russie, en tant que pays, est le géant mondial du gaz, en termes régionaux le Moyen-Orient est largement devant la Russie en termes de réserves.

2. Ces réserves ont une longue durée de vie.

Pour estimer la durée de vie des réserves on divise le volume de ces réserves par la production annuelle du pays ou de la zone considérés. Ce calcul un peu artificiel permet de savoir pendant combien d'années un pays, une région, pourra produire, compte tenu de son rythme de production actuel. Pour le pétrole cela donne à peu près 80 années pour le Moyen-Orient. Il y aura encore du pétrole dans cette région – et pendant très longtemps – alors même qu'il sera épuisé dans beaucoup de régions du monde. Pour le gaz on est à 140 années de production au rythme actuel.

3. La part de cette région dans les exportations mondiales d'hydrocarbures.

Dans la période récente, 35 % des exportations mondiales de pétrole (et cela pourrait être beaucoup plus) et 40 % des exportations mondiales de gaz naturel

liquéfié provenaient du Moyen-Orient. Les rôles-clefs sont tenus par l'Arabie saoudite pour le pétrole, par le Qatar pour le gaz naturel liquéfié.

4. C'est dans cette région que l'on trouve les coûts de production les plus faibles.

On trouve du pétrole dans beaucoup d'endroits du monde mais le coût de production évolue entre 30 et 70 dollars par baril de pétrole. Au Moyen-Orient, notamment en Arabie saoudite et en Irak, pays dans lesquels les coûts de production sont les plus bas au monde, ce coût descend à 10 ou 15 dollars par baril de pétrole : avantage absolument considérable, notamment lorsque les prix du pétrole baissent.

5. L'Arabie saoudite est l'unique pays au monde qui dispose d'une capacité de production non utilisée et disponible. Tous les autres pays pétroliers produisent et vendent à pleine capacité pour se procurer des revenus. La rente pétrolière est en effet quelque chose de tout à fait considérable. Un seul pays au monde maintient délibérément un écart important entre sa capacité de production et sa production effective. Ce faisant, l'Arabie saoudite perd beaucoup d'argent, mais ce coussin de sécurité en fait un pays indispensable pour assurer les équilibres pétroliers mondiaux et sa valeur stratégique apparaît évidente aux yeux du monde entier, notamment des grandes puissances, occidentales ou non. Si on a besoin de plus de pétrole dans les semaines ou les mois qui viennent, la solution n'est pas à Washington, à Ottawa, à Moscou ni à Caracas, la solution est uniquement à Ryad. L'Arabie saoudite peut, dans un délai inférieur à un mois, ouvrir les vannes et mettre beaucoup plus de pétrole sur le marché. Ce cas est unique au monde. Pour l'instant la surabondance de pétrole sur le marché – qui a provoqué la chute des prix – minimise cet avantage. Mais cette situation ne durera pas éternellement. On est dans le court et petit moyen terme. On a déjà eu besoin à plusieurs reprises – et on aura besoin à l'avenir – de la capacité unique de ce pays d'augmenter sa production lorsque le marché mondial a soif de plus de pétrole.

Cette région en général – et l'Arabie saoudite en particulier – reste et restera donc d'une importance stratégique vitale pour le monde et, de plus en plus, pour l'Asie et pour l'Europe.

II. Ces bouleversements rendent-ils le Moyen-Orient moins stratégique du point de vue de Washington alors que les États-Unis deviennent de moins en

moins dépendants pour l'énergie importée et que ce pays marche à grands pas vers une quasi indépendance énergétique ?

Là aussi, la réponse est non et pas seulement pour des raisons énergétiques. À mes yeux, quatre éléments essentiels font que les États-Unis vont rester durablement engagés au Moyen-Orient parce que cette région reste et restera stratégique à leurs yeux :

1. Les États-Unis ont des alliés en Europe et des alliés en Asie, notamment le Japon et la Corée du sud. Si les États-Unis sont en train de diminuer rapidement leur dépendance par rapport au pétrole importé, il n'en est pas de même pour l'Union européenne et pour l'Asie qui, au contraire, vont devenir de plus en plus dépendantes du pétrole importé, donc, fatalement, du pétrole importé du Moyen-Orient.

2. Le Moyen-Orient au sens large (Péninsule arabique, Iran, Irak et Proche-Orient) comprend un pays dont le professeur Badie vient de parler : Israël. Les États-Unis, qui restent et resteront durablement engagés en faveur de la sécurité d'Israël, ne sont donc pas près de se désintéresser du Moyen-Orient au sens large du terme.

3. L'Iran est un élément-clef. Un accord sera peut-être signé dans quelques jours entre les 5 + 1, (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne) et l'Iran. Mais ce n'est pas pour autant que les États-Unis estimeront que l'Iran est un pays avec lequel tout est réglé et qui ne pose plus de problème. Les dirigeants américains l'ont dit et redit, à commencer par les responsables militaires américains, par la bouche du chef d'état-major des armées américaines, le général Dempsey : « L'Iran va rester pendant longtemps un pays qui nous posera des problèmes, même si on règle avec un accord la question du programme nucléaire ». Pour cette raison, les Américains resteront encore pas mal de temps engagés au Moyen-Orient.

4. La Chine est un producteur important de pétrole mais sa consommation galope tandis que sa production reste stable. L'écart qui s'accroît chaque année entre consommation et production pétrolières chinoises ne peut être comblé que par des importations toujours croissantes. La Chine est devenue dans la période toute récente le premier importateur de pétrole, devant les États-Unis. Avec des besoins d'importations aussi considérables, la Chine ne peut se tourner que vers le Moyen-Orient. Donc la Chine importe et importera de plus en plus de pétrole du Moyen-Orient. Compte tenu de la relation stratégique très complexe entre les États-Unis et la Chine, les États-Unis ne peuvent que rester

engagés au Moyen-Orient où, du fait de la dépendance croissante de la Chine par rapport au pétrole de cette région, leur présence militaire majeure dans le Golfe leur fournit un élément au moins implicite ou potentiel de pression sur les autorités chinoises.

Donc, la révolution énergétique américaine est une réalité, les États-Unis importent de moins en moins de pétrole, les États-Unis deviennent de moins en moins dépendants du pétrole importé du Moyen-Orient. En dépit de ces réalités absolument incontestables, je suis persuadé que Washington continuera à regarder de très près et pendant longtemps ce qui se passe et ce qui se passera au Moyen-Orient.

Merci.

| |
|-----------------|
| LOÏC HENNEKINNE |
|-----------------|

Je remercie beaucoup M. Perrin pour cette mise au point très claire et très utile. Nous tendons à penser – et la presse nous y incite – que l'apparition des hydrocarbures non conventionnels va diminuer considérablement l'importance du Moyen-Orient en tant que fournisseur de pétrole du monde entier. Ce qui nous a été dit et les chiffres avancés par M. Perrin montrent que cette région du monde restera l'acteur essentiel en la matière.

La question de l'Iran sera traitée par M. François Nicoulaud qui a été ambassadeur à Téhéran de 2001 à 2005. Au cours d'une carrière diplomatique, de plus de cinquante ans, il a occupé des postes variés. Je voudrais saluer particulièrement le jeune diplomate qu'il fut et qui, arrivé à Santiago-du-Chili, en qualité de premier secrétaire, une semaine après le coup d'État au Chili¹¹, a joué un rôle majeur pour arracher des Chiliens et des étrangers aux griffes de la police et de la répression de la dictature de Pinochet, facilitant ensuite leur départ pour la France. Je n'ai jamais oublié le courage qu'il a manifesté en ces

11 Le 11 septembre 1973, un coup d'État militaire dirigé par le général Pinochet renversait au Chili le gouvernement de l'Unité populaire dont le président, Salvador Allende Gossens, avait été démocratiquement élu en 1970.

moments tragiques¹². Il fut également ambassadeur en Hongrie de 1993 à 1997 et directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au moment où le ministère de la Coopération a été intégré au ministère des Affaires étrangères (1999).

Ce soir, il va nous parler de ce pays qu'il aime. Ceux d'entre vous qui sont des lecteurs du *Monde* doivent être familiers de ses analyses sur l'Iran.

| |
|--------------------|
| FRANÇOIS NICOLLAUD |
|--------------------|

L'Iran et la valse-hésitation des puissances

Merci Monsieur l'ambassadeur,
Merci Monsieur le ministre,

Je suis vraiment très heureux de m'exprimer devant cette assistance et à côté de très distingués orateurs. Cela place la barre très haut mais les compliments que m'ont adressés M. Chevènement puis Loïc Hennekinne me donnent des ailes. Je vais donc essayer de me porter au niveau que vous avez dessiné.

C'est Loïc Hennekinne qui a choisi pour moi le sujet et le titre : « L'Iran et la valse-hésitation des puissances ». C'est un bon titre, qui exprime toutes les hésitations du monde occidental sur lequel je me concentrerai : l'Europe et les États-Unis face à cet objet politique et stratégique non identifié qui a surgi à la fin du XX^{ème} siècle sous forme de cette révolution religieuse. Comment une révolution pouvait-elle être religieuse ?

Paradoxalement, cette révolution iranienne s'est révélée être une vraie révolution, malgré toutes ses tares, malgré tous ses crimes... mais toutes les révolutions ne portent-elles pas des tares et des crimes ?

Par son parcours, par son évolution, elle ressemble beaucoup à la Révolution française, à la Révolution russe, qui ont vu se succéder l'unanimité initiale contre le tyran, l'affrontement des factions, le soulèvement en masse contre

12 Loïc Hennekinne était alors Premier secrétaire à l'Ambassade de France au Chili (1971-1973).

l'envahisseur, la Terreur, l'apaisement, avant d'entrer dans des périodes de type thermidorien, nettement plus « bureaucratiques ».

En ce qui concerne les réactions des puissances extérieures face à ces révolutions, des analogies assez frappantes apparaissent.

On se souvient que face à la Révolution française s'est dressée la coalition des puissances. Certes la France, à l'époque, avait un peu excité ses futurs adversaires : c'est elle qui a pris l'initiative du conflit en déclarant la guerre au « roi de Bohême et de Hongrie »¹³ le 20 avril 1792 et qui, à la fin du même mois, a envahi le territoire des Pays-Bas autrichiens en attaquant Quiévrain, Mons et Tournai. Mais ceci avait soulevé une coalition de puissances européennes.

De même, la Révolution russe a soulevé des réactions extrêmement vives en 1919, malgré l'épuisement de la Première guerre mondiale : l'Angleterre, la France ont envoyé des troupes pour aider les Russes blancs à combattre la révolution déjà soviétique, ceci avec peu de succès.

On retrouve un peu le même phénomène avec l'Iran. Toutes les puissances occidentales et le monde arabe ont encouragé Saddam Hussein à attaquer l'Iran en 1980 et l'ont soutenu contre vents et marées, fermant les yeux sur l'utilisation des gaz chimiques et autres violations du droit international. Il faut dire à la décharge de Saddam que les Iraniens, notamment Khomeyni dans ses prêches enflammés, en appelaient au renversement de toutes les puissances impies. Ils incitaient ouvertement les peuples arabes, les peuples musulmans à se révolter, qui contre le roi d'Arabie saoudite, qui contre Saddam Hussein. En réaction, ce dernier en a profité pour liquider un certain nombre de *leaders* de la majorité chiite d'Irak, puis a attaqué l'Iran.

À cette époque, l'entente était parfaite entre les États-Unis et les pays européens, l'ennemi, le méchant déstabilisateur était clairement désigné : c'était l'Iran. Au bout de huit ans, la guerre s'achevant, on a vu s'esquisser des divergences entre les États-Unis et l'Europe.

Les États-Unis restaient sous le choc de l'assaut contre l'ambassade américaine en novembre 1979 et de la prise en otages de 52 diplomates américains durant 444 jours. Cela a été une des humiliations les plus brûlantes de leur histoire avec

13 À cette date, François II n'a pas été couronné empereur (il ne fut élu empereur des Romains que le 7 juin 1792, puis couronné à Francfort-sur-le-Main le 14 juillet 1792).

Pearl Harbor et le départ précipité de Saïgon en 1975. Un autre événement a marqué les États-Unis : en octobre 1983, le Hezbollah, probablement activé par l'Iran, déclenche des attentats terribles qui tuent 350 Marines dans le sud de Beyrouth et une cinquantaine de parachutistes français dans un autre quartier de la ville. Le 18 juillet 1994, à Buenos Aires, un attentat dont le mode opératoire ressemblait beaucoup à ceux du Hezbollah et de l'Iran, cible un centre de la communauté juive et fait 70 morts et des centaines de blessés. Les États-Unis restent donc très crispés à l'égard de l'Iran et dans la période 1995-1996, le Congrès américain vote des lois qui enserrant l'Iran dans un filet de sanctions de plus en plus dures (loi d'Amato-Kennedy du 8 août 1996, *Iran and Libya Sanctions Act* –ILSA- etc.). Le 25 juin 1996, un attentat contre les tours de Khobar¹⁴, dans l'est de l'Arabie saoudite, tue 19 membres de l'*US Air force*. Cet attentat n'a jamais été explicitement revendiqué mais les Américains ont désigné les Iraniens comme les principaux coupables. Le Congrès américain est donc resté très hostile à l'Iran, d'autant qu'à l'époque on commençait à s'inquiéter des ambitions nucléaires de Téhéran. La Russie, bravant l'opposition des Américains, avait vendu en 1995 à l'Iran un réacteur nucléaire qui allait devenir la centrale de Bushehr.

Les Européens, pendant la même période, ont adopté une attitude différente, cherchant au contraire à trouver des arrangements avec l'Iran malgré quelques épisodes qui ont jeté un froid : je pense à l'assassinat de l'ancien Premier ministre iranien exilé en France, Chapour Bakhtiar, à son domicile, le 6 août 1991. Cet attentat avait dissuadé le président Mitterrand d'effectuer une visite officielle en Iran qui était déjà programmée. À Berlin, quatre dirigeants d'opposition kurdes sont assassinés en 1992. La justice allemande impute ce

14 L'attentat des tours de Khobar est une attaque terroriste dans un lotissement de la ville de Khobar, en Arabie saoudite, localisé près du siège de la compagnie nationale de pétrole (Saudi Aramco) de Dhahran. En 1996, les locaux étaient utilisés par du personnel militaire étranger, surtout des Américains. Le 25 juin 1996, selon les déclarations officielles, des individus, identifiés comme membres du Hezbollah Al-Hejaz par les États-Unis, firent exploser un camion-citerne d'essence près du bâtiment n°131. Le bâtiment de huit étages logeait du personnel de l'US Air Force. En tout, 19 Américains et 1 Saoudien furent tués, et 372 autres personnes de nombreuses nationalités furent blessées.)

crime à l'Iran, désignant Rafsandjani, président de la République, et Ali Khamenei, Guide suprême comme étant mêlés à la préparation de l'attentat.

Il est intéressant de noter que l'Europe a réagi vivement contre les lois de sanctions très dures que commençaient à voter les États-Unis et qui visaient par ricochet les entreprises européennes et autres. Déjà, dans les années 1980, l'Europe avait très mal réagi aux tentatives américaines de l'empêcher de travailler avec l'Union Soviétique pour acheminer vers l'Europe le gaz du gisement sibérien d'Urengoï, ce qui avait provoqué une crise très dure avec les États-Unis. L'Europe qui, sur le plan politique, se montrait particulièrement timide et résistait peu aux pressions américaines, retrouvait courage quand il s'agissait d'argent et s'était opposée très fermement aux Américains. Ainsi, quand le Congrès américain s'est mis à voter des sanctions ayant un effet secondaire, extraterritorial, notamment pour les compagnies européennes qui continuaient de travailler avec l'Iran, l'Europe a menacé d'aller devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les Américains ont fait machine arrière. On a vu à cette occasion le président Chirac intervenir très fermement auprès du président Clinton pour permettre à Total, qui avait emporté un contrat en Iran, de ne pas être frappé par des sanctions américaines.

Ensuite les choses se sont retournées, illustrant les fluctuations de la politique des puissances, avec la montée de la crise nucléaire à partir de 2002. On avait découvert à cette époque dans le désert iranien une installation destinée à produire de l'uranium enrichi à des fins en principe industrielles, donc pacifiques. Mais les mêmes machines peuvent aussi fabriquer de l'uranium hautement enrichi qui permet lui-même de fabriquer des bombes. Un glissement de plaques tectoniques a commencé alors à s'opérer entre les positions américaines et européennes.

Dans un premier temps, l'Europe, toujours dans la ligne d'ouverture et de recherche de négoce, de conciliation, de réintégration de l'Iran dans la communauté internationale, a tendu la main à l'Iran, arrêtant le bras américain qui voulait prendre des sanctions immédiates après la découverte de cette usine. C'est à cette époque que trois ministres européens des Affaires étrangères, Joschka Fischer, Jack Straw et Dominique de Villepin se sont rendus à Téhéran et ont réussi à amorcer une négociation. Les Américains, fidèles à leur doctrine, ont tout fait pour la torpiller, ne supportant pas que les Européens prennent une

telle initiative. Ils ont imposé aux Européens d'exiger de l'Iran le démantèlement de cette usine d'enrichissement dont les Iraniens avaient fait une grande cause nationale. Au départ, les Européens n'ont pas explicitement affiché ce but de négociation, parlant simplement de « garanties objectives d'utilisation pacifique ». Mais quand les Iraniens ont peu à peu découvert ce qui était attendu d'eux, la négociation a fini par échouer parce que cette exigence de « zéro centrifuge » était totalement inacceptable pour eux.

Les choses se sont alors durcies. Les Iraniens ont repris leurs activités d'enrichissement début 2006, et une résolution du Conseil de sécurité a rapidement condamné l'Iran, en exigeant qu'il arrête à nouveau ses activités de centrifugation, donc d'enrichissement, pour permettre à la négociation de reprendre.

Un glissement commence alors à se produire en Europe. Avec l'élection de Nicolas Sarkozy, s'opère un rapprochement de la France avec la position des faucons américains, avec George W. Bush. C'est l'époque où Bernard Kouchner explique qu'il faut « se préparer à la guerre »¹⁵. Je me souviens de François Fillon, à la même époque, adossé à un char d'assaut lors d'une visite d'une unité française, expliquant qu'il se passait des choses graves en Iran et qu'il faudrait prendre les mesures nécessaires.

À partir de ce moment-là, les États-Unis vont évoluer. Selon la phrase de Churchill : « Les Américains finissent toujours par trouver la bonne solution, mais seulement après avoir épuisé toutes les mauvaises ». Barack Obama sera celui qui portera la bonne solution, et essaiera de la mettre en place avec une constance admirable. Dès sa campagne électorale de 2008, il dit qu'il faut tendre la main à l'Iran et trouver une solution négociée à cette crise nucléaire. Dès son entrée en fonction, le 20 janvier 2009, il abandonne l'objectif de *Regime change* qui avait guidé l'Administration américaine depuis près de trente ans. Le 21 mars, à l'occasion de *Norouz*, la fête du Nouvel an iranien, il tend la main aux Iraniens, prononce un message télévisé dans lequel il cite la République

15 Le 16 septembre 2007, Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, invité du « Grand Jury- LCI-RTL-Le Figaro » avait déclaré que la crise du nucléaire iranien imposait de « *se préparer au pire* » qui « *est la guerre* » et avait demandé des sanctions européennes, tout en appelant à "*négozier jusqu'au bout*" pour éviter que Téhéran ne se dotât de l'arme atomique.

islamique d'Iran, ce qui apparaît aussitôt comme une manière de reconnaissance.

Mais Obama n'arrive pas à mettre en place sa politique, d'abord parce qu'il se passe en Iran des événements qui ne l'aident pas, notamment la réélection d'Ahmadinejad, le 12 juin 2009, pour un second mandat, à l'issue d'un scrutin à la régularité fortement contestée par une partie importante de la population¹⁶. Le régime, qui entame une répression féroce contre les protestataires, apparaît à cette époque sous son plus mauvais jour. Obama doit aussi gérer la présence d'Hilary Clinton, qui se comporte en « faucon » à l'égard de l'Iran, et l'hostilité du Congrès qui perdure. Il est amené à signer un projet de loi du Congrès qui frappe de sanctions l'ensemble du système bancaire et financier iranien et interdit aux pays commerçant avec l'Iran d'acheter son pétrole.

Cette fois L'Europe, qui s'était toujours opposée à l'effet extraterritorial des sanctions américaines, s'incline. Elle accepte tout, joue le jeu, vote elle-même des sanctions qui mettent en œuvre le contenu des injonctions américaines. On assiste à un renversement stratégique de positions.

Il est vrai qu'à partir de 2005, les Américains ont découvert l'« arme atomique » en matière de sanctions que sont les sanctions financières. Ils l'utilisent dans deux domaines : la lutte contre la corruption et l'imposition de sanctions à toute entité, même étrangère, qui refuserait de se plier aux lois américaines. En 2005, l'institution américaine de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent décide d'interdire à une petite banque de Macao, qui a quelques comptes ouverts au nom de dirigeants nord-coréens, l'accès au marché américain, c'est-à-dire la possibilité de travailler à l'international. C'était une façon d'étrangler cette banque parce que toutes les opérations financières significatives passent à un moment ou à un autre par le sol américain ou par les serveurs informatiques américains. Elles sont en outre, pour la majorité, libellées en dollars. De façon étonnante, en quarante-huit heures, la Chine réagit, nationalise la banque en question, et ferme les comptes des dirigeants nord-coréens ! Les Américains, eux-mêmes étonnés de cette réaction radicale, vont s'enhardir. Et en matière de lutte contre la non-application de leurs sanctions par le reste du monde, comme de lutte contre la corruption, ils

16 Le soulèvement post-électoral en Iran qui suivit l'élection présidentielle iranienne de 2009, a commencé le 13 juin 2009 en réaction à l'annonce des résultats de l'élection. Le pouvoir fut accusé de fraude électorale pour maintenir au pouvoir le conservateur Mahmoud Ahmadinejad.

développent des systèmes de plus en plus sophistiqués. Ce sont des milliards d'amendes qui tombent un peu partout (telle que celle qu'a dû payer la BNP). Quelqu'un me citait le cas d'une banque qui, devant payer 750 millions de dollars d'amende, avait dû en outre dépenser à Washington un milliard de dollars en frais d'avocats. Les Américains ont donc découvert une arme absolue qui leur confère une puissance extraordinaire. Il faut aussi dire qu'en matière de lutte contre la corruption, 9 sur 10 des entités amenées à payer des amendes sont américaines. Ce n'est donc pas un instrument destiné à punir uniquement les étrangers. Les Américains font le ménage chez eux, il faut le reconnaître. La meilleure contre-mesure serait d'ailleurs de prendre les devants et d'agir de façon aussi radicale qu'ils le font.

Devant cette puissance irrésistible, l'Europe s'incline et on revient à un ordre traditionnel : ce sont les Américains qui prennent en main la négociation avec l'Iran et accomplissent les gestes absolument indispensables pour pouvoir avancer. Eux qui avaient fixé la règle du « zéro centrifuge », admettent enfin que les Iraniens n'accepteront jamais une interruption de leur programme d'enrichissement et oublient au passage que cette exigence figure dans une résolution du Conseil de sécurité, qu'ils ont fait voter. Ils engagent en 2013 la négociation avec Téhéran sur cette nouvelle base, ce qui débloque aussitôt la situation. Espérons qu'ils conduisent cette négociation à bon port. Nous le saurons dans quelques jours.

Toute cette histoire révèle un retour aux fondamentaux. On parle d'un monde « apolaire » ou « multipolaire ». Mais face à cette puissance financière américaine exercée en matière de lutte contre la corruption, en matière de sanctions, face à l'énergie avec laquelle les États-Unis ont pris le *leadership* de cette négociation cruciale avec l'Iran, il est visible nous sommes plutôt dans un monde unipolaire.

Nous lisons et entendons de toutes parts que les États-Unis sont en train de faire pivoter les instruments de leur puissance vers l'Asie. C'est possible, mais il est clair que le Moyen-Orient, véritable *hub* mondial, reste au cœur des préoccupations américaines. D'ailleurs, nous voyons en ce moment une augmentation du nombre de soldats américains stationnés dans le Golfe persique et une hausse des investissements dans les bases qui les accueillent.

Nous sommes devant un *hēgemōn* américain, un *hēgemōn* dont il faut reconnaître qu'il est plutôt positif, plutôt bienveillant, s'il conduit à une solution

avec l'Iran. En disant cela, je me dis que je vais peut-être soulever des réactions de la salle et que des contre-exemples pourront m'être présentés.

Mais dans le cas spécifique de l'Iran, il faut dire que nous devons beaucoup à Obama et à sa constance, à la façon dont il a poursuivi son but au long de ses deux mandats.

Attendons quelques jours et nous verrons si la réalité rejoint ces espoirs et ces prédictions¹⁷.

LOÏC HENNEKINNE

Merci beaucoup, Monsieur l'ambassadeur.

Je retiens votre extraordinaire discrétion sur la position française. Il est vrai que le thème était « la valse-hésitation des puissances ». Il est vrai que vous traitez régulièrement de notre position dans les articles que j'ai signalés.

FRANÇOIS NICOLLAUD

Quand je parlais de la position de l'Europe, vous avez compris que, compte tenu du rôle de la France au sein de l'Europe, c'était aussi une façon de penser à la France.

LOÏC HENNEKINNE

Il nous reste à traiter un problème de plus en plus aigu dans cette région du Moyen-Orient et dont nous subissons les conséquences dans notre propre pays et en Afrique du nord. C'est l'importance du facteur religieux, avec l'apparition de groupes djihadistes et le passage de régions entières sous le contrôle de ce qu'on appelle l'État islamique ou Daesh.

17 Deux semaines après la tenue de ce colloque, l'Iran et les grandes puissances (Chine, États-Unis, France, le Royaume-Uni, Russie, Allemagne, ainsi que l'Union européenne) sont parvenus le mardi 14 juillet 2015 à Vienne à un accord historique sur le nucléaire iranien.

M. Flavien Bourrat, géographe de formation, qui a longtemps travaillé à la Délégation aux Affaires Stratégiques du Ministère de la Défense sur la zone des pays arabes Maghreb-Machrek, a rejoint aujourd'hui l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM), où il traite des mêmes sujets. Il était intervenu dans un colloque que nous avons organisé le 31 mars 2014 et où, sous la question « Guerres de religion dans le monde musulman? »¹⁸, nous nous interrogeons sur le caractère religieux de la guerre entre sunnites et chiïtes.

Il va nous éclairer sur le rôle du facteur religieux dans cette région du Moyen-Orient.

| |
|-----------------|
| FLAVIEN BOURRAT |
|-----------------|

Le jeu avec le feu du facteur religieux : sunnisme V/S chiisme

Merci, Monsieur l'ambassadeur,

Merci, Monsieur le ministre, de m'avoir invité à m'exprimer à ce colloque.

Quand on parle de « jouer avec le feu », on évoque certains acteurs qui ont une implication qui peut avoir des conséquences négatives sur un problème qui existe déjà depuis longtemps :

L'antagonisme sunnites/chiïtes apparaît depuis dix ans comme le principal facteur de polarisation politique et stratégique au Proche et Moyen-Orient. Ce constat soulève cependant plusieurs questions :

Le concept de réveil chiïte ou, dans un registre plus polémique, de « croissant chiïte » (selon l'expression employée en décembre 2014 par le roi Abdallah II de Jordanie) est-il pertinent ? Si tel est le cas, doit-on considérer qu'il est téléguidé par l'Iran ? Y a-t-il au contraire une instrumentalisation de la « menace chiïte » par les principaux acteurs étatiques arabes sunnites (Arabie saoudite, Bahreïn, Jordanie), ou para-étatiques (Youssef al Qaradhawi, les grands théoriciens et prédicateurs de l'islam salafiste) ? À l'opposé, existe-t-il dans la région un agenda hégémonique et sectaire de la part des chiïtes – et au-delà, de la part de Téhéran – là où ces derniers sont politiquement et/ou démographiquement en position de force ?

¹⁸ <http://www.fondation-res-publica.org/search/Guerres+de+religion+dans+le+monde+musulman%3F+/>

Si une lecture fréquente de cette polarisation sunnisme/chiite insiste surtout sur l'antagonisme religieux sans forcément en saisir les fondements politico-stratégiques, d'autres analyses, à l'opposé, ne veulent retenir comme facteur explicatif que le résultat de rivalités politiques ou sociales attisées par des acteurs et des intérêts extérieurs, en négligeant les soubassements historiques, confessionnels, identitaires et idéologiques du problème. Il n'y a donc pas de causalité unique à ce phénomène, et il convient de garder à l'esprit l'importance des facteurs autonomes.

Dans les faits, cette nouvelle forme de conflictualité résulte bien d'un phénomène de rupture de rapports de force et d'équilibres politico-stratégiques souvent précaires, tant au niveau national que régional. Mais, comme cela a déjà été constaté dans l'histoire (voir les Guerres de Religion en France), ces ruptures s'alimentent et exacerbent en même temps des imaginaires historiques, culturels et religieux puissants. L'autre constat est que les rivalités entre puissances régionales, dominées, entre autres, par la compétition entre l'Iran et l'Arabie saoudite pour revendiquer le *leadership* sur le monde musulman, instrumentalisent cette dualité conflictuelle tout en l'attisant. Enfin, il existe un vecteur idéologique puissant, le salafisme tafkiriste, dont se revendique l'Organisation de l'État Islamique, qui conceptualise et promeut une forme d'antagonisme sectaire et de violence extrême, et est à l'origine des violences et des attentats anti chiites comme celui survenu – une première dans l'histoire de ce pays – au Koweït le 26 juin dernier.

Il est nécessaire avant tout de revenir sur le passé pour comprendre pourquoi cette dynamique est parvenue à s'imposer sur la scène régionale.

Depuis son apparition, la branche chiite de l'islam, qui ne représente en fin de compte que 9% de l'ensemble des musulmans, a été structurellement en position minoritaire, ce qui s'est traduit par son éloignement du pouvoir, à l'exception de la dynastie Fatimide (ayant régné sur le monde arabe du X^{ème} au XII^{ème} siècle), et de l'Iran, avec l'avènement, au début du XVI^{ème} siècle, de la dynastie Safavide qui y a imposé le chiisme imamite duodécimain comme religion officielle, statut qui a perduré depuis.

Deux grandes ruptures politico-stratégiques vont provoquer un réveil chiite dans la dernière partie du XX^{ème} siècle :

1/ La Révolution iranienne de 1979 déclenche le premier réveil chiite. Dans le monde occidental, elle révèle l'existence de ce courant schismatique de l'Islam, auparavant tenu en retrait et peu visible en dehors du Moyen-Orient.

Cependant, on ne parle pas à cette époque d'antagonisme religieux au sein du monde musulman (en tout cas au niveau des populations), mais plutôt d'une confrontation idéologique et stratégique d'un type particulier découlant d'une révolution messianique, se voulant antimonarchiste et anti-impérialiste. En témoigne le fait qu'au sein des mouvements islamistes sunnites, cet événement est au contraire perçu comme un acte fondateur, qui doit servir de modèle aux autres pays musulmans. Par contre, la Révolution islamique est perçue d'emblée comme une menace grave par certains États du Moyen-Orient, en particulier l'Arabie saoudite, qui se sent directement visée en tant que monarchie alliée de l'Occident et se réclamant d'une branche rigoriste et intransigeante de l'islam sunnite, le wahhabisme (l'élément fondateur de cet antagonisme chiisme/wahhabisme est le sac, en 1802, de la ville de Karbala, centre religieux du chiisme, par les guerriers du premier État saoudien).

2/ Le renversement du régime de Saddam Hussein en 2003, suite à l'intervention militaire américaine, confère désormais aux chiites irakiens, majoritaires au sein de la population, une place dominante au plan politique et étatique.

À partir de cette date clef se développe au sein même du nouvel Irak, mais aussi des États de la région une forte focalisation sur les paramètres religieux, culturels et identitaires. La période 2003-2005 ancre la polarisation chiite/sunnite, auparavant existante mais non déterminante, comme préoccupation première des pouvoirs en place, mais cette fois-ci relayés par les populations avec l'enchaînement d'événements porteurs de ruptures : élection de 2005 en Irak donnant pour la première fois la majorité aux Chiites, élection en 2005 du président radical Mahmoud Ahmadinejad en Iran, suites de l'assassinat de Rafiq Hariri au Liban, qui crée une forte polarisation autour du Hezbollah, deuxième guerre du Liban à l'été 2006 qui voit ce dernier affronter militairement Israël et rehausser ainsi son prestige auprès des populations arabes chiites et sunnites.

Enfin, à partir de 2011, dans la foulée des soulèvements arabes en Syrie, au Bahreïn et au Yémen, la guerre civile syrienne, par ricochet, exacerbe les tensions sunnites/chiites déjà violentes en Irak, mais aussi, à un degré moindre, au Liban, en accentuant les antagonismes sectaires et confessionnels. Cette polarisation extrême et violente provoque en réaction un puissant activisme de la part des puissances régionales pour soutenir un camp contre l'autre. On en vient à parler non plus seulement d'un choc des identités, mais d'une guerre des identités. Dans le cas de l'Arabie saoudite, il s'agit de contrer cette montée en

puissance des chiïtes en appuyant les ennemis de l'Irak et de ses alliés en Syrie, en Irak et au Liban. Téhéran, de son côté, apporte un soutien politique et militaire direct au gouvernement irakien dominé par les chiïtes, ainsi qu'au régime de Bachar al Assad constitué autour de la minorité alaouite de Syrie.

L'antagonisme sunnisme/chiïsme est instrumentalisé par les acteurs régionaux :

Les chiïtes du Proche et Moyen-Orient, pour ne citer qu'eux, expriment à des degrés divers, un sentiment, qui correspond à une réalité, d'avoir été marginalisés sinon persécutés dans l'histoire récente, ce qui s'est traduit parfois par un désir de revanche. Alors que les chiïtes étaient présents dans l'appareil d'État de l'Irak baathiste, leur situation était beaucoup plus difficile en Arabie saoudite, où une fatwa de 1927 les a longtemps obligé à se convertir ou à s'exiler. Si la domination des chiïtes est désormais patente en Irak, et s'est réalisée au détriment des sunnites, attisant en retour chez ces derniers un fort ressentiment, la situation diffère dans les autres pays de la région, où, en dehors de Bahreïn, les chiïtes (ou apparentés comme les Alaouites en Syrie et les Zaydites au Yémen), restent minoritaires (rappel du pourcentage des population chiïtes dans le monde arabe : Bahreïn 70%, Irak 55%, Arabie 10%, Koweït 30%, Qatar 16%, EAU 2%).

Une lecture essentiellement confessionnelle des guerres civiles, en cours ou latentes, qui touchent le Moyen-Orient apparaît en outre trop réductrice, comme le fait que les chiïtes du monde arabe soient souvent dénoncés comme une cinquième colonne iranienne.

On constate ainsi en Irak une tendance à la « nationalisation » des mouvements chiïtes, c'est-à-dire à une autonomie par rapport à Téhéran, ce qui n'exclut pas des relations de proximité entre les deux pays, comme le montre la coopération militaro-sécuritaire fournie par l'Irak pour faire face à l'Organisation de l'État islamique. Personne en Irak ne reconnaît la doctrine inspirée par l'Ayatollah Khomeyni du *Velayat e fakih*, ni ne prend le régime iranien comme modèle (à la différence des chiïtes d'Arabie saoudite et de Bahreïn, où il y a une allégeance de forme).

À Bahreïn, la révolte du printemps 2011, a exprimé semble-t-il davantage un mal être social et politique qu'un irrédentisme confessionnel, même si les autorités ont modifié le cadre des naturalisations pour diminuer la part des chiïtes.

Au Yémen, la montée en puissance et les succès militaires de la rébellion Houthis, issue du courant zaydite de l'islam chiite, ont déclenché de la part d'une coalition d'États arabes, une opération militaire pour la combattre. Même si cet affrontement est susceptible d'accroître la polarisation sunnites/chiites dans un pays en proie à des forces centrifuges et peinant à réaliser son unité, les motivations premières sont politiques, et non confessionnelles. De même, le soutien militaire de l'Iran aux Houthis, dénoncé par une Arabie saoudite percevant depuis longtemps le Yémen comme une menace structurelle, n'est pas avéré, ou à défaut reste limité.

Par ailleurs, des rumeurs circulent depuis une dizaine d'années sur un prosélytisme chiite actif en direction de pays où ce courant n'était pas représenté auparavant. Si cela est avéré en Syrie, et dans une moindre mesure en Égypte, il y a une part d'exagération (notamment concernant le Maghreb) avec le risque, déjà perceptible, d'accentuer l'animosité latente existant au sein des opinions publiques sunnites de ces pays à l'encontre des chiites. En fin de compte, le seul succès d'exportation de la Révolution Islamique iranienne est le Hezbollah, d'où l'animosité particulière que suscite ce mouvement auprès des États arabes sunnites.

L'antagonisme chiite/sunnite comme prolongement des rivalités régionales risque de durer, faute d'apporter des réponses à des problèmes qui relèvent en grande partie du domaine de la politique, et ce d'autant plus qu'il peut être perçu par les acteurs régionaux comme servant leurs intérêts. Cette polarisation est susceptible de laisser des traces durables au sein des États comme des populations, ces dernières pouvant être facilement mobilisées, et de manière négative, à partir de slogans et de programmes à caractère confessionnel. Le constat que les sentiments d'appartenance nationale n'ont pas complètement disparu dans les pays les plus touchés par cet antagonisme laisse entrevoir toutefois un petit espoir. La question se pose aussi de savoir si le fait de favoriser des formes de fédéralisme et/ou d'autonomie sur des bases communautaires, pourrait atténuer ces affrontements confessionnels. Pareil processus, qui pourrait s'inspirer de la maxime « *Cujus regio, ejus religio* » (tel prince, telle religion) mis en avant en Europe au XVI^{ème} siècle pour régler la question de l'affrontement entre catholiques et protestants, apparaît désormais aux yeux de beaucoup, comme la seule issue envisageable, à défaut d'être la plus souhaitable.

Je vous remercie.

Loïc Hennekinne me glissait : « Les États sont malades dans la région. » Et je lui répondais : « Mais qui les a rendus malades ? »

À l'effondrement de l'Empire ottoman, le monde arabe, qui accède à des formes d'indépendance d'ailleurs peu conformes à celle qu'on lui avait fait miroiter, donne deux réponses : la réaction identitaire (les Frères musulmans sont créés quatre ans après la fin du califat ottoman) et la réponse moderniste qui, en gestation depuis la fin du XIX^{ème} siècle, va s'incarner dans des partis libéraux ou des partis socialistes. La conquête des indépendances va emprunter différents canaux.

Comme l'a dit Bertrand Badie, le nationalisme arabe a été en quelque sorte un otage dans la Guerre froide, qui plus est du « mauvais côté » puisqu'il était lié à l'URSS.

Que reste-t-il des régimes nationalistes arabes ?

Nasser fut balayé peu de temps après la Guerre des Six jours (1967) bien qu'il bénéficiât d'un fort coefficient de sympathie (son peuple l'avait rappelé après sa démission). Il mourut le 28 septembre 1970.

La Guerre du Golfe de 1991 eut pour conséquence d'asseoir la prépondérance de l'Iran dans la région bien que ce ne fût certainement pas le but recherché par ses initiateurs. Je rappelle que la première guerre du Golfe n'a jamais trouvé de solution pacifique. Un blocus a été maintenu pendant plus de dix ans sur l'Irak, qui fit des centaines de milliers de morts et tint, en quelque sorte, l'Irak en otage de Saddam Hussein. En 2003, le Président Bush junior, voulant « finir le travail », s'est mis dans un guêpier dont il n'est pas arrivé à se dépêtrer. Obama a voulu en sortir mais, ce faisant, il a donné le pouvoir à une majorité chiite. C'est la première fois qu'on observait une prépondérance chiite dans ce pays qui avait toujours été dirigé par des Sunnites, de l'époque de la monarchie Hachémite (1920) jusqu'à la révolution de 1958, avec le coup d'État militaire puis le coup d'État baasiste. Je ne dirai pas que le baasisme irakien était sunnite. Il avait été fondé par des chrétiens (Michel Aflaq) s'il était à prépondérance sunnite, parce que Saddam Hussein était originaire de Tikrit et qu'il s'appuyait sur les tribus de l'ouest irakien, le gouvernement baasiste, qui se disait laïque, comptait des

ministres kurdes et des ministres chiïtes. On sait comment l'affaire s'est terminée. Saddam Hussein a été pendu, d'ailleurs par des milices chiïtes.

En Syrie, le régime baasiste (militaire) d'el-Assad, qui a ses chromosomes quelque part dans les années 1960, avait pour logiciel initial la lutte anti-impérialiste contre Israël et pour la Palestine. Je n'ai pas besoin de souligner qu'il est en très mauvaise situation.

Je ne veux pas évoquer le sort de Kadhafi ou du colonel Saleh au Yémen.

Disons que des formes de nationalisme arabe survivent à très grande peine à travers le FLN algérien et, peut-être dans ce qui reste du bourguibisme en Tunisie...

Le Liban est un cas un peu à part mais le sentiment d'appartenance au Liban, me semble-t-il, transcende les communautés, non sans peine, il est vrai.

Je m'interroge depuis fort longtemps sur la réalité des conflits qui agitent l'Arabie saoudite : il est en effet très difficile de distinguer entre les différentes formes de salafisme, salafisme devenu révolutionnaire avec Al-Qaïda. Je rappelle que la guerre du Golfe a été à l'origine de la transformation d'Al-Qaïda dont l'ennemi principal était l'Union Soviétique au temps de la guerre d'Afghanistan. En Égypte, les États-Unis ont joué plutôt sur les Frères musulmans contre Nasser et ailleurs sur les courants traditionnels salafistes (ou wahhabites) depuis le pacte de Quincy¹⁹ en 1945. La lutte contre l'Afghanistan était alors très largement soutenue par l'Arabie saoudite. Je me souviens de conversations assez musclées dans les années 1988-90, au moment où les Russes avaient déjà commencé à évacuer l'Afghanistan. On avait alors pensé qu'il n'y avait pas lieu de rechercher un accord avec Nadjibullah. C'était une erreur. Nadjibullah a tenu quatre ans²⁰. Nous avons ensuite laissé le pouvoir aux

19 Il est fait allusion au pacte signé le 14 février 1945 à bord du croiseur américain, Quincy, par Roosevelt et le roi Ibn Saoud, les USA garantissaient la protection du régime saoudien à la fois contre l'Égypte, la Jordanie, l'Iran... moyennant un approvisionnement en pétrole à prix modérés. Cet accord mettait un terme à la domination européenne sur place.

20 Secrétaire général du comité central du Parti démocratique populaire d'Afghanistan du 4 mai 1986 au 16 avril 1992, Mohammed Nadjibullah tente de se maintenir au pouvoir après le retrait soviétique mais sa tentative de lancer une politique de « réconciliation nationale » échoue et il est renversé en 1992. Dans l'incapacité de quitter le pays, il se réfugie dans les bâtiments de l'ONU à Kaboul, où il demeure cloîtré durant quatre ans jusqu'à son assassinat en 1996

seigneurs de la guerre puis aux talibans. Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, il faudrait qu'on garde à l'esprit les erreurs occidentales accumulées.

Loïc Hennekinne évoquait Suez. Les prouesses du gouvernement socialiste de l'époque ne sont pas à rappeler. Mais ensuite le Général de Gaulle mit fin à la guerre d'Algérie puis organisa le référendum d'autodétermination en Algérie, considérant qu'il valait mieux que l'indépendance de l'Algérie se fit avec la France que contre elle. S'ensuivit la guerre civile franco-française que fut l'épisode de l'OAS. Le Général de Gaulle mena une autre politique vis-à-vis du monde arabe²¹ où il essaya de soutenir les forces qu'il considérait comme relativement progressistes. Il avait l'intention de se rapprocher de Nasser, à pas mesurés, il est vrai. Il avait reçu plusieurs dirigeants égyptiens (le maréchal Amar) et irakiens à l'Élysée. Enfin, en 1967, il condamna la colonisation de la Cisjordanie. Chacun se souvient d'une phrase qu'on a complètement détachée de son contexte²² mais il faut rappeler que le Général de Gaulle avait déclaré que

par les talibans qui avaient pris la capitale.

21 « ... une fois mis un terme à l'affaire algérienne, nous avons repris avec les peuples arabes d'Orient, la même politique d'amitié et de coopération qui avait été pendant des siècles celle de la France dans cette partie du monde et dont la raison et le sentiment font qu'elle doit être aujourd'hui une des bases fondamentales de notre action extérieure. » Charles de Gaulle, extrait de la conférence de presse du 27 novembre 1967.

22 « L'établissement entre les deux guerres mondiales, car il faut remonter jusque-là, d'un foyer sioniste en Palestine, et puis, après la Deuxième guerre mondiale, l'établissement d'un État d'Israël, soulevait à l'époque un certain nombre d'appréhensions. On pouvait se demander, en effet, et on se demandait, même chez beaucoup de juifs, si l'implantation de cette communauté sur des terres qui avaient été acquises dans des conditions plus ou moins justifiables et au milieu des peuples arabes qui lui sont foncièrement hostiles, n'allait pas entraîner d'incessants, d'interminables frictions et conflits. Et certains même redoutaient que les juifs, jusqu'alors dispersés, et qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois qu'ils seraient rassemblés dans les sites de son ancienne grandeur, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis 19 siècles : " l'an prochain à

cette entreprise de colonisation allait au rebours du siècle, qui était à la décolonisation, et qu'elle ne manquerait pas de déclencher « des malheurs toujours grandissants »

Ces malheurs grandissants, nous y sommes. C'est la liquéfaction du monde arabe, sa complète décomposition. Il faut s'interroger sur les raisons pour lesquelles on en est arrivé là.

Je ne pense pas que le problème israélo-palestinien ait disparu dans un puits sans fond. C'est la seule nuance que j'apporterai à l'exposé très brillant – et que j'ai beaucoup apprécié – de M. Badie. Il y a toujours des Palestiniens, ils sont même un peu plus nombreux. Ce problème continue donc à se poser dans le subconscient.

À l'époque des « révolutions arabes » – qui n'étaient d'ailleurs pas des révolutions – les peuples arabes avaient finalement ratifié l'existence des États nationaux, montrant qu'ils s'accommodaient assez bien des frontières léguées par la décolonisation.

Aujourd'hui, la mode en matière de communication est de dire que les frontières dessinées par les accords Sykes-Picot sont totalement périmées. Par quoi sont-elles périmées? Par Daesh qui, en effet, veut les supprimer ! J'observe quand même que, au commencement de ce qu'on a appelé « les révolutions arabes », les Tunisiens, les Égyptiens, peut-être même les Syriens... avaient tous à la bouche des revendications de démocratie dans le cadre de leur État national.

La situation actuelle est rendue difficile par le fait que le Moyen-Orient reste une région stratégique pour le monde, pour l'Europe, pour l'Asie, pour les États-Unis. Dans cette région qui reste tout à fait essentielle, une puissance a émergé : l'Iran. On est obligé de le reconnaître si on ne veut pas faire de la politique en dehors des réalités... Oui, l'Iran est là.

On parle d'un « arc chiite »... Je suis plus nuancé. Peut-être y a-t-il un agenda caché. L'ambassadeur Nicoulaud nous a posé la question, je n'ai pas la réponse. J'observe qu'effectivement il y a des Chiites jusqu'au Liban. En Syrie, il y a surtout des Alaouites. Il y a eu une géopolitique qui faisait que la Syrie s'était

Jérusalem ". » Charles de Gaulle, extrait de la conférence de presse du 27 novembre 1967.

alliée avec l'Iran contre l'Irak parce que les Baasistes n'étaient pas d'accord entre eux. Le Baas militaire était le Baas syrien et le Baas civil, le Baas irakien, celui de ses doctrinaires, Michel Aflaq et son successeur Élias Farah, avec lequel j'ai eu des discussions tout à fait passionnantes. Cette alliance avec la Syrie m'avait paru être plutôt une alliance politique qu'une alliance religieuse.

En est-il autrement aujourd'hui ? Qu'est devenue la révolution iranienne, celle de Khomeyni, inspirée par Ali Shariati ? Son côté anti-impérialiste charmait certaines foules parisiennes²³ qui manifestaient contre le Shah dans les années 1978. C'était un phénomène de mode. Foucault, grand intellectuel français, prenait des positions tout à fait tranchantes²⁴. Mais nous avions une position officielle clairement affichée. Nous n'étions pas les seuls : l'URSS, l'Occident tout entier étaient du côté de Saddam Hussein.

Était-ce très adapté ? L'histoire a tranché, d'une certaine manière. Aujourd'hui, objectivement, l'Iran est en position dominante. Il faudrait organiser la coexistence et la sécurité de ces différents pays du Golfe arabo-persique.

Les Chiites, à l'échelle du monde musulman ne sont que 9 % ou 10 % mais ils sont plus nombreux au Moyen-Orient (l'Iran compte environ 85 millions d'habitants et l'Arabie saoudite 30 ou 40 millions). Combien sont des autochtones ? Combien viennent de l'extérieur pour travailler (c'est le cas de beaucoup d'Égyptiens) ?

Le choc pétrolier de 1973 a provoqué un retournement complet de situation à l'intérieur du monde arabe sunnite. Le centre de gravité de ce monde arabe qui était en Égypte, en Syrie, au Liban, à Bagdad... a basculé vers les pays du Golfe,

23 Ali Shariati, sociologue et philosophe iranien, qui avait étudié à Paris au début des années 1960, était un ami personnel de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Il entretint une longue correspondance avec Franz Fanon.

24 Le 26 novembre 1978, Foucault écrivait dans le grand quotidien italien *Corriere della Sera* (article repris en français dans le deuxième tome de ses *Dits et écrits*) au sujet la révolution islamique dont l'ayatollah Khomeiny allait se proclamer le "guide spirituel" : « *C'est l'insurrection d'hommes aux mains nues qui veulent soulever le poids formidable qui pèse sur chacun de nous, mais, plus particulièrement sur eux, ces laboureurs du pétrole, ces paysans aux frontières des empires : le poids de l'ordre du monde entier. C'est peut-être la première grande insurrection contre les systèmes planétaires, la forme la plus moderne de la révolte et la plus folle.* »

notamment l'Arabie saoudite. Les nombreux émigrés économiques égyptiens dont je parlais rapportent d'Arabie saoudite en Égypte un islam salafiste. En même temps, les moyens financiers énormes que le pétrole a donnés à l'Arabie saoudite et aux pétromonarchies leur ont permis d'essaimer (par la construction de mosquées, de madrasas, par la formation des imams) et de gagner une influence qui s'étend jusqu'au fond de l'Afrique sahélienne et qu'on retrouve dans le Caucase, en Asie centrale, au Pakistan.

Cette vision d'ensemble de ce qui s'est passé révèle la logique de cette évolution. Ces problèmes ne nous échappent pas complètement du point de vue de la rationalité.

Peut-on trouver un équilibre de sécurité, notamment entre l'Arabie saoudite et l'Iran ? C'est évidemment souhaitable même si cela implique la présence de la flotte américaine.

Je pense que l'Iran est parvenu à un stade « thermidorien » de sa révolution. Les Iraniens, considérant qu'ils sont une grande puissance et que, malgré l'effet des sanctions, ils ont fait beaucoup de choses sur le plan de la formation et du développement, se disent qu'ils n'ont peut-être pas tellement besoin de l'arme nucléaire.

Je ne pousserai pas plus loin la discussion sur ce que signifie être un « pays du seuil »²⁵. Beaucoup de pays sont dans cette situation. Évidemment, la région est explosive et tout à fait stratégique. Je considère quand même, en tant que républicain français, que nous devrions reconsidérer les choses sous l'angle qu'avait adopté le Général de Gaulle et essayer de favoriser les facteurs de progrès, ce qui permet l'affirmation d'États-nations évoluant vers une certaine démocratie. J'ai lu quelque part que, même chez les salafistes, des écoles se développent, sous l'impulsion du cheikh Al-Salman, qui essaient de conjuguer le salafisme et la démocratie à la lumière des enseignements de la vie du prophète !

Il faut voir comment les choses peuvent évoluer mais il me semble que nous devons aider le monde arabe dont le cœur est constitué par l'Égypte qui est la

25 La notion de seuil nucléaire désignait à l'origine les États accédant ou ayant accédé à la possession de l'arme nucléaire, autres que les cinq États dotés reconnus par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Historiquement, les premiers États qualifiés d'États du seuil ont été Israël, l'Inde et le Pakistan, mais l'appellation s'est ensuite étendue à d'autres pays, parties ou non au TNP, tels que l'Afrique du Sud, l'Irak, la Corée du Nord, voire l'Iran.

grande puissance de la région, même si la puissance financière est du côté de l'Arabie saoudite et des monarchies du Golfe (Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar). À quelques encablures de nos côtes, les pays du Maghreb ne sont pas du tout à l'abri et nous devons aider ces États-nations à surmonter ces bouleversements.

Approcher d'une solution au problème israélo-palestinien serait sans doute un sérieux facteur de détente. Mais laquelle ? En dehors de la solution des deux États je n'en vois qu'une, un État binational où coexisteraient juifs et musulmans. Énoncer cette question c'est montrer à quel point elle est pratiquement insoluble. J'en reviens à la solution des deux États. Il devrait être possible d'indemniser un certain nombre de colons.

Il faut trouver des solutions, sinon nous irons vers « des malheurs toujours grandissants ».

Comme l'ambassadeur Nicoulaud, je pense qu'il faut saluer Barack Obama et la constance dont il a fait preuve dans un contexte difficile et je m'inquiète de ce qui se passera avec le président ou la présidente qui lui succèdera. Mais il ne faut jamais insulter l'avenir.

Manuel Valls a récemment parlé de « guerre des civilisations ». Malgré la sympathie que j'éprouve pour notre Premier ministre, je considère que cette expression n'est pas juste car les terroristes ne sont pas une civilisation (D'ailleurs il l'a relativisée). Ce sont des gens qu'il faut combattre et certainement réduire mais on ne le fera qu'en asséchant le terreau sur lequel ils prospèrent, terreau constitué par les conflits dans le monde arabo-musulman autant que par les tensions internes à la société française. Cela va durer longtemps, sans doute des décennies. Mais il faut aborder cette réalité avec sérénité et sang-froid en évitant d'ameuter les populations vis-à-vis de phénomènes auxquels nous ne pouvons que peu de choses. Nous pouvons toutefois tenir un discours de long terme, un discours de sang-froid, un discours républicain qui permette d'accueillir les événements qui sont devant nous en cherchant, dans un premier temps, un accord hautement souhaitable avec l'Iran. Je suis persuadé que c'est à portée de la main. Disant cela je ne veux évidemment pas menacer la sécurité des Arabes Sunnites dont je connais les préoccupations justifiées.

Je n'ai jamais considéré que ces conflits étaient d'abord des guerres de religion. Cette dimension existe – en tant que laïque, je la respecte – mais elle doit être

cantonnée, si possible, par la laïcité. J'ose à peine prononcer ce mot tant j'ai conscience de l'abîme qui sépare nos conceptions de celles qui prévalent dans cette région... encore qu'il y avait, par exemple en Irak et en Syrie, des partis qui se disaient laïcs. Quand on se promenait en Syrie, sur les hauteurs de Damas, on croisait des jeunes gens et des jeunes filles qui se bécotaient, ce qui n'aurait pas été possible dans beaucoup d'autres pays arabes.

Nous avons conduit une politique à courte vue. Pourquoi l'Occident n'a-t-il pas eu d'autre politique arabe que celle scellée à bord du Quincy, l'entente entre Roosevelt et le roi Ibn Saoud ? La politique arabe de la France, celle du Général de Gaulle, était autrement plus visionnaire. Malheureusement, la première guerre du Golfe n'a pas été pour la France l'occasion de faire entendre une voix de raison. Cette guerre a été décidée par le Président Bush père et Mme Thatcher le 2 août 1990 au soir, après l'invasion de Koweït. Mais, je le dis avec certitude, il était possible de faire reculer Saddam Hussein. On a préféré la guerre. Je me suis toujours interrogé sur la raison profonde qui avait conduit, fin 1990, à envoyer dans le Golfe 500 000 hommes ! Quand Saddam Hussein a fait la proposition de se retirer du Koweït, proposition qui a pris un cheminement particulier (il est passé par les Soviétiques), on a considéré qu'elle venait trop tard. Loïc Hennekinne a rappelé le discours prononcé plus tôt par François Mitterrand, lors de la séance plénière des Nations Unies, le 24 septembre 1990. Pour avoir vécu cette période qui a immédiatement suivi l'occupation du Koweït, je dois dire qu'on sentait que la décision était prise et que la logique de guerre était en marche dès le début.

M'adressant aux intervenants, qui nous ont fait l'honneur et le rare privilège de leur présence et que nous avons tous écoutés avec beaucoup d'attention et même de passion, je leur demanderai quelle est la logique qui a conduit à ce chaos et comment expliquer que les grandes puissances occidentales, à part la France du Général de Gaulle, ne semblent pas avoir eu d'autre vision que celle du pétrole ?

Débat final

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Je suis étonné que nous ayons attendu deux heures pour que soit prononcé – par Jean-Pierre Chevènement – le nom de Daesh.

Il se trouve que je connais un peu l'Iran où je me suis rendu récemment. Les Iraniens (les Perses) sont des Chiites et n'ont donc pas de volonté messianique. Barack Obama veut réellement un accord avec l'Iran mais, face à lui, l'Arabie saoudite, les pays du Golfe, Israël et une bonne partie des milieux américains sont assez opposés à cet accord sur l'Iran, notamment au Congrès. Si Hilary Clinton était restée au Département d'État il n'y aurait pas eu de négociation avec l'Iran, car elle y est fermement opposée. Barack Obama, c'est tout à son honneur, essaye d'emporter la décision.

Il y a des prolongements très importants, à commencer par la lutte contre Daesh qui n'est pas un épiphénomène. Daesh n'est pas un Nième mouvement terroriste. Pour la première fois on voit une idéologie qui se constitue en État, avec des ramifications en Libye et partout... Daesh entend remettre en cause les frontières de 1919 et exercer le califat en Syrie et en Irak par la terreur. La terreur est un mode d'organisation de cet État qui vend du pétrole et tire avantage du double jeu de l'Arabie saoudite, des Émirats... et de la Turquie !

Face à cela, ne reste que l'Iran qui est prêt à se battre à mort.

Si Daesh n'est pas le salafisme, il en épouse largement les contours. Ne nous leurrions pas, ne négligeons pas les adversaires. Nous avons cette fois à faire face à un véritable danger car toute la différence entre le chiisme et Daesh, c'est le messianisme. Daesh, l'État islamique et les salafistes veulent nous convertir, ce qui n'est pas le cas des Chiites.

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Ce n'est pas demain qu'ils y réussiront.

Daesh prospère sur la décomposition de l'Irak et de la Syrie et sur le fait que la vaste partie occidentale de l'Irak, peuplée de tribus sunnites, s'étant vu

confisquer tous pouvoirs par le gouvernement d'Al-Maliki (sorti des urnes en 2005), s'est en quelque sorte jetée dans les bras d'Al-Qaida puis, plus tard, de Daesh. J'ai entendu le Général Petraeus expliquer devant la commission des Affaires étrangères du Sénat comment il avait réussi à récupérer les tribus sunnites pour les opposer à Al-Qaida. Mais j'observe que la politique à courte vue du gouvernement de Bagdad, particulièrement d'Al-Maliki – mais, je ne vois pas que son successeur fasse une politique très différente – fait que ces populations de l'Ouest irakien se sont jetées dans les bras de Daesh.

J'ai déjà exprimé ma position sur la Syrie à la tribune du Sénat : Il ne faudrait quand même pas être « à l'ouest de l'Ouest » ! À un certain moment, on a sous-estimé les appuis dont Bachar el-Assad dispose dans la société syrienne et au dehors. Mais aujourd'hui cela se joue entre Daesh, Al-Nosra, (entre lesquels je ne fais d'ailleurs pas tellement la différence) et Bachar el-Assad. La situation, absolument dramatique, n'est pas ce que nous pouvions raisonnablement vouloir.

Les interventions occidentales ont joué un rôle tout à fait décisif dans ce phénomène que décrit Jean-Michel Quatrepoint et je pense que ce sont les musulmans eux-mêmes qui en viendront à bout. Ils en sont la principale victime et ce sont eux qui souffrent le plus. Arrivera un jour où les populations de ces contrées ne supporteront plus le régime de terreur avilissant que font régner Daesh et ses affidés.

PIERRE BESSIÈRE

La Turquie joue-t-elle un rôle dans tout cela ? Si oui lequel ? J'ai beaucoup de mal à le percevoir et à le comprendre. Cela me paraît extrêmement compliqué.

BERTRAND BADIE

La Turquie est un pays émergent. Or l'une des caractéristiques d'une puissance émergente est la nécessité pour elle de s'ériger à un moment donné en puissance régionale. Le phénomène AKP, traduit en termes de politique étrangère, a été de considérer que les transformations que vit la Turquie passent par sa

construction comme puissance régionale. Cette notion de puissance régionale n'avait aucun sens dans le contexte de la bipolarité. La Turquie était membre de l'OTAN et n'avait aucune ambition en matière de rayonnement régional. Dans ses écrits, notamment dans son fameux livre sur la « profondeur stratégique »²⁶, M. Davutoğlu a expliqué que la Turquie était arrivée à un stade où elle devait se constituer en puissance régionale. Pour ce faire, un modèle souterrain revenait très fort : l'ottomanisme, notion dont M. Davutoğlu fait un usage extrêmement important. Dans un premier temps, cette conversion s'est passée remarquablement bien. L'intelligence de M.Erdogan, de M.Davutoğlu et d'Abdullah Gül a été de traduire cette politique de rayonnement régional par une « politique de zéro problème ». La Turquie s'est donc réconciliée avec l'Iran, avec la Grèce, avec la Syrie (ennemie remarquable du temps de la bipolarité) et avec l'Irak. Elle a même été le grand pourvoyeur de la partie kurde de l'Irak. Erbil, dans sa modernité, a été une fabrication turque, l'aéroport d'Erbil, par exemple, a été construit par la Turquie.

Tout se passait merveilleusement bien jusqu'au « printemps arabe ».

Il y aurait beaucoup à dire sur ce « printemps arabe » (je rejoins par une autre porte ce que Jean-Pierre Chevènement disait tout à l'heure). Il traduisait le fait que le monde arabe n'avait jamais existé pour lui-même car il avait toujours été instrumentalisé : instrument à produire du pétrole, instrument à contrôler les flux migratoires, instrument à veiller à la sécurité d'Israël. Jamais un travail de modernisation, encouragé de l'extérieur, n'avait donc pu se faire jusque-là à l'intérieur du monde arabe.

L'ébullition qui s'est produite dans le monde arabe à partir de fin 2010 - début 2011 a retourné le problème. La Turquie s'est aperçue que tous les efforts qu'elle avait faits pour se concilier ses voisins se transformaient en problèmes : problème avec ce qui se passait en Syrie, problème avec les transformations effectuées en Irak, problème, indirectement, avec l'Iran : les relations entre la Turquie et l'Iran se sont à nouveau dégradées. C'est ce qui a donné à la notion de puissance régionale turque un second sens que lui ont insufflé M. Erdogan et M. Davutoğlu peut-être moins suivis par Abdullah Gül. Le divorce qui s'est opéré à ce moment-là au sein de l'AKP a conduit ses *leaders* à considérer qu'au lieu de chercher une politique de « zéro problème » et de domination dans la région, il fallait entrer dans des politiques de soutien actif à un certain nombre

²⁶ *Strategik Derinlik, (Profondeur stratégique : la position internationale de la Turquie)*, Ahmet Davutoğlu, éd. Kure yayinlari, Istanbul, avril 2001.

de mouvements. Disons, pour ne fâcher personne, que la Turquie est amenée à ne pas faciliter la tâche des mouvements kurdes au nord de l'Irak et de la Syrie face à Daesh. D'un certain point de vue c'est un échec parce qu'il n'a jamais été démontré dans l'histoire qu'on pouvait se construire en puissance régionale en activant des mouvements de contestation chez le voisin. Une puissance régionale se constitue par une alliance entre États. C'est ce qui a été fait dans un premier temps, c'est ce qui n'est plus possible dans un deuxième temps. Et c'est une des raisons des difficultés que rencontre aujourd'hui la politique étrangère de l'AKP.

FRANCIS PERRIN

Quand on parle de Daesh et du pétrole, trop souvent on ne met l'accent que sur les ventes de pétrole par Daesh, notamment vers la Turquie. C'est une réalité, c'est important. Mais pour avoir une vision plus globale il faut garder à l'esprit que pour l'État islamique, pour Daesh, le pétrole a trois utilités :

Avec du pétrole on fait des carburants. Daesh mène une guerre, en Syrie et en Irak. Il n'y a pas de guerre sans carburant. Daesh, ce ne sont pas des va-nu-pieds errant dans le désert, ce sont des véhicules, des véhicules blindés, des chars pris à l'armée irakienne, à l'armée syrienne... Et la première importance du pétrole brut, pour Daesh, c'est de le transformer en carburants, notamment dans des raffineries artisanales, des mini-raffineries. C'est l'aspect essentiel qu'on oublie trop souvent.

Il est important pour Daesh de pouvoir approvisionner en produits pétroliers les populations dans les zones que contrôle l'État islamique en Syrie et en Irak. Dans une politique de la carotte et du bâton, c'est un moyen, au-delà de la terreur, de s'assurer une certaine allégeance de ces populations. Cela permet aussi, vis-à-vis de ces populations et du reste du monde, de dire : Nous ne sommes pas un groupe terroriste, nous sommes un État capable de répondre aux besoins de ces populations. Nous leur fournissons les produits pétroliers indispensables à leur vie quotidienne. C'est donc aussi un outil de propagande.

Bien sûr, l'exportation d'une partie de ce pétrole ou, plus souvent, de ces produits pétroliers, permet d'obtenir des devises, des dollars, pour acheter des armes, pour payer des combattants, pour alimenter la propagande. La

commercialisation de ce pétrole est importante mais ce n'est qu'un des trois usages du pétrole et on oublie souvent les deux premiers.

Le pétrole, pour l'État islamique, c'est à la fois beaucoup et peu.

En termes de flux pétroliers mondiaux c'est très faible. Selon les estimations que nous réalisons à Pétrole et Gaz Arabes (PGA), Daesh contrôle en Syrie et en Irak une capacité de production – et pas forcément une production – de l'ordre de 80 000 barils par jour qui, évidemment, varie. La production pétrolière mondiale est de 92 millions de barils par jour. La capacité de production de l'État islamique représente donc moins d'un millième des flux pétroliers mondiaux.

Mais pour un groupe terroriste, en termes d'argent, c'est beaucoup. La production que contrôle Daesh ne lui permet pas d'agir sur les prix du pétrole ni de modifier l'offre pétrolière mondiale. Elle ne lui confère aucune influence. Mais la rente pétrolière représente beaucoup d'argent pour ce groupe terroriste.

Les relations entre Daesh et le pétrole ont connu un apogée à l'été 2014. Depuis, heureusement, les choses vont moins bien pour l'État islamique sur le front pétrolier, pour deux ou trois raisons :

La chute des prix du pétrole pénalise tous les vendeurs de pétrole : les compagnies pétrolières, les États pétroliers et les groupes, comme Daesh, qui vendent une partie du pétrole qu'ils contrôlent. Lorsqu'en début d'année le prix du pétrole est passé de 100 dollars par baril à moins de 50, avant de remonter à 60 ou 65 dollars par baril, cela a fait mal à tous ceux qui vendent du pétrole, y compris Daesh. D'autant plus que Daesh ne peut pas vendre son pétrole au prix officiel. Lorsque le pétrole était à 100 dollars par baril, Daesh le vendait peut-être à 50, à 40 ou à 30 dollars par baril. Maintenant qu'il est à 60 ou à 65, il ne le vend pas à 50 car ce pétrole est très lourdement marqué politiquement. Donc il y a une perte de recettes importante pour Daesh sur le front du pétrole.

Des frappes américaines ont lieu tous les jours en Syrie et en Irak depuis août 2014. En Syrie, certaines de ces frappes ont visé non pas des puits de pétrole, comme on l'a dit souvent à tort, mais ces mini-raffineries artisanales qui permettent justement à Daesh d'avoir des carburants, des oléoducs et des points de collecte du pétrole. Ce n'est pas le cas en Irak où ces frappes ne se font qu'après approbation du ministère irakien de la Défense, lequel ne veut pas voir démolir des actifs pétroliers qu'il compte récupérer.

Ces frappes aériennes quotidiennes ont parfois contraint Daesh à arrêter la production de certains champs qui, en zone désertique, représentent une cible idéale. Cela contribue à diminuer la production pétrolière contrôlée par Daesh.

Pour ces trois raisons, le pétrole est nettement moins important aujourd'hui qu'il y a un an dans l'arsenal financier et budgétaire de Daesh. Sa part dans les recettes de l'État islamiste a sensiblement diminué. C'est une bonne nouvelle mais, malheureusement, le pétrole n'est pas la seule recette de Daesh.

LOÏC HENNEKINNE

Merci beaucoup pour cet éclairage passionnant sur les ressources de Daesh.

ALAIN DEJAMMET

Le fil conducteur de cette réunion était, en filigrane, le jeu des puissances dans la solution éventuelle des crises.

Il faut y ajouter le rôle important des acteurs individuels, de leurs actions.

Les guerres sont souvent le fait de chefs d'État ou d'individus, en dehors de tout jeu, de toute pression d'une puissance quelconque.

Il est certain que la guerre menée par l'Irak contre l'Iran ou, plus tard, l'invasion du Koweït, furent des initiatives de Saddam Hussein lui-même. Il n'était pas vraiment poussé par les autres puissances même s'il pouvait y avoir une sorte de *nihil obstat* de la part des États-Unis en ce qui concerne le Koweït.

De même, la traversée du canal de Suez par Anouar el-Sadate fut une décision du seul Anouar el-Sadate.

Il arrive aussi que les États ou les chefs d'État jouent un rôle positif.

Rappelons qu'en dehors de toute activité des puissances les négociations d'Oslo (1993) avaient abouti à des accords qui auraient pu être extraordinairement positifs. Or elles furent menées par des négociateurs individuels en l'absence de toute influence et même de tout intérêt manifesté par les puissances.

Rappelons aussi la décision totalement individuelle d'Anouar el-Sadate d'aller à Jérusalem (1977).

Ne considérons donc pas que le jeu ou les solutions au Moyen-Orient relèvent exclusivement des puissances.

Toutefois, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité pourraient jouer un rôle décisif et apporter une solution au problème israélo-arabe s'ils s'engageaient fermement à obtenir le retrait des territoires occupés et à garantir la sécurité d'Israël par un déploiement de troupes. Cela supposerait une véritable action solidaire des cinq membres permanents et non les habituelles discussions, rencontres d'experts, promenades au Moyen-Orient, (à Charm al-cheikh ou ailleurs). Mais cet engagement catégorique absolu à garantir physiquement la sécurité d'Israël en échange d'un retrait des territoires occupés – qui, peut-être, pourrait faire réfléchir les Israéliens – n'existe pas.

En 1969, une concertation de quatre des cinq membres permanents (la Chine de Taïwan était alors délaissée), organisée à l'initiative du Général de Gaulle pour imposer la mise en œuvre de la résolution 242 du Conseil de sécurité, avait commencé à donner des résultats. On n'en parle plus du tout mais c'était le début de la concertation à quatre : Américains, Anglais, Russes et Français. Les Russes, supposés être les défenseurs des Arabes, s'étaient montrés tout à fait réalistes, envisageant qu'un retrait pût être conditionné par quelques rectifications de frontières. Ce début de négociation fut interrompu par le retrait des Américains qui, déjà, succombaient à ce qui deviendrait leur *hubris*, l'idée qu'ils pouvaient jouer seuls. Ils en ont fait la démonstration dans les années qui suivirent.

La concertation à quatre fut donc abandonnée.

Mais on peut reprendre cette idée, à condition d'être conscients du rôle de la Russie, ce qui, évidemment, n'est pas le cas aujourd'hui. Je répète qu'en 1969, la Russie qui, malgré Glasboro (1967) et les balbutiements d'un dialogue américano-soviétique, était encore très éloignée de l'Occident, avait engagé à New York une concertation avec les trois autres membres occidentaux sur la mise en œuvre de la fameuse résolution 242 qui posait le cadre, toujours actuel, d'un règlement de paix au Proche-Orient.

On oublie que la Russie, présente au Moyen-Orient, y exerce une influence égale ou très largement supérieure à celle de certains partenaires occidentaux. Au Moyen-Orient, le monde chrétien qui compte – à l'égard duquel on commence enfin à manifester un peu d'intérêt et un peu d'inquiétude – est un

monde foncièrement orthodoxe. La Russie, présente à Jérusalem, en Syrie etc., ne participe aux discussions qu'épisodiquement parce qu'on ne lui reconnaît pas le rôle essentiel qui devrait être le sien. Aujourd'hui, aux prétextes de la Crimée et de l'Ukraine, on isole la Russie et on ne joue pas le jeu d'un véritable partenariat avec ce pays qui pourtant, tout le monde en est conscient, a été plutôt de bon conseil à propos de l'affaire iranienne. Je considère en effet que la Russie s'est comportée de manière positive à propos du règlement iranien. Il est très vraisemblable qu'elle ferait la même chose si on lui accordait tout son rôle, tout son poids, et si on revenait à une véritable concertation à cinq avec la Chine (un peu absente, la Chine est quand même intéressée par les gisements pétroliers, comme M. Perrin l'a si bien expliqué).

Pour revenir au « jeu des puissances, une véritable détermination à faire jouer aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité tout leur rôle, en donnant toute sa place à la Russie, ouvrirait peut-être une petite perspective de solution. Aujourd'hui, notre obsession en ce qui concerne l'Ukraine et la Crimée y oppose un blocage très regrettable.

Merci.

| |
|-----------------|
| LOÏC HENNEKINNE |
|-----------------|

Je remercie Alain Dejammet de nous avoir donné cet éclairage onusien tout en soulignant l'importance des hommes. À ce propos, en écoutant Bertrand Badie tout à l'heure, je me disais que l'un des grands drames dans l'affaire Israël-Palestine fut l'assassinat d'Yitzhak Rabin, l'un des rares israéliens qui aurait pu faire entendre raison à ses amis politiques.

C'est sur cette remarque que nous concluons ce colloque.

Je voudrais remercier nos intervenants, ceux qui ont posé des questions et les visions toujours passionnantes du président de la Fondation Res Publica.

PUBLICATIONS RECENTES

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PÂCTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGÉTIQUE MONDIAL

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE

Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ?

APERÇU RÉTROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD
Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?
Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?
Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**
Colloque du lundi 2 juin 2014

LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?
Colloque du lundi 23 juin 2014

LA RUSSIE EN EUROPE
Colloque du mardi 23 septembre 2014

RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE
Colloque du lundi 28 octobre 2014

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE
Colloque du lundi 8 décembre 2014

QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?
Colloque du lundi 15 décembre 2014

L'INGÉRENCE
Colloque du lundi 19 janvier 2015

LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE FACE À LA RADICALISATION
Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?
LE NOUVEAU TEST DE LA GRÈCE**
Colloque du lundi 13 avril 2015

QUEL MODÈLE DE RÉINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?
Table ronde du lundi 1^{er} juin 2015

**LE MOYEN-ORIENT
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES PUISSANCES**
Colloque du lundi 29 juin 2015

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et Pierre Hess, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, allocataire de recherche et moniteur d'enseignement supérieur, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, doctorant-allocataire de recherche au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Le Royaume-Uni et l'Europe ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **Pour les marchés, le risque sur la dette française reste sept fois plus important qu'avant la crise** » (tribune parue dans La Tribune le 8 octobre 2014)
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « Le Choc des Empires » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.
- « **Vers "l'économie des besoins" »**, note de lecture de « *L'Economie des besoins – Une nouvelle approche du service public* », de **Jacques Fournier** (Odile Jacob, février 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

✉ 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achevé
d'imprimer
en septembre 2015